



Veille mensuelle des Etats d'Europe centrale et balte

dans les secteurs Climat/Environnement, Energie, Infrastructures et Transport

Janvier 2022

POLOGNE	1
HONGRIE.....	8
REPUBLIQUE TCHEQUE.....	13
SLOVAQUIE	15
LITUANIE.....	19
LETTONIE.....	23
ESTONIE.....	24

POLOGNE

Pour information : 1 € = environ 4,6 PLN

Financements

- La deuxième édition du Programme d'investissement stratégique durera du 28 décembre 2021 au 28 février 2022. Les gouvernements locaux recevront un total d'environ 4,34 Md€. La troisième édition a également été lancée. Il s'agit d'un appel à candidature supplémentaire pour les communes et les districts dans lesquels se trouvaient les PGR (exploitations agricoles d'État pendant le communisme). L'édition adressée à ces gouvernements locaux durera du 28 décembre 2021 au 28 février 2022. La réserve de fonds est d'environ 543 M€. Le programme d'investissements stratégiques propose des subventions pour les investissements publics réalisés par les communes, les districts, les villes et les voïvodies. Le programme couvre plus de 30 domaines de l'économie, dont, entre autres : les investissements dans les infrastructures d'eau et d'eau usée, la modernisation des sources de chaleur vers des sources à zéro émission ou la gestion des déchets, ainsi que les investissements sociaux tels que les crèches, les écoles maternelle ou les pistes cyclables. Le premier appel à candidatures du programme s'est déroulé du 2 juillet au 15 août 2021. Au total, plus de 4 000 demandes ont bénéficié d'un cofinancement d'une valeur de 5,17 Md€.
- Le 4 janvier, le Conseil des Ministres a adopté une résolution sur l'adoption du programme «Fonds Européens pour les Infrastructures, le Climat et l'Environnement (en polonais appelé *FEnIKS*) 2021-2027 ». Le Programme a été ensuite transmis à la Commission Européenne qui, selon le vice-ministre des fonds et de la politique régionale Waldemar Buda, validerait le programme au cours du premier semestre 2022. Pour rappel, le Programme prend suite aux Programmes Opérationnels Infrastructures et Environnement. Doté d'un budget de 25 Md€ (dont 12,2 Md€ dans le cadre du Fonds de cohésion et 12,8 Md€ du Fonds européen de développement régional) la Pologne a défini les priorités suivantes :
 - la réduction d'émissivité de l'économie et transition vers une économie circulaire et respectueuse de l'environnement,
 - la construction d'un système de transports résilient ayant l'incidence négative la plus basse sur l'environnement,
 - la finalisation du réseau central du RTE-T d'ici 2030,
 - l'amélioration de la sécurité routière,
 - la garantie d'égalité de l'accès aux soins de santé et l'amélioration de la résilience du système de santé,
 - le renforcement du rôle de la culture dans le développement social et économique.



Dans le cadre de programme, plus de 14,5 Md€ seront dédiés aux transports, dont 6,5 M€ au transport routier et seulement environ 4,5 Md€ au transport ferroviaire. En ce qui concerne les transports en commun, le programme prévoit 1,75 Md€ pour les investissements en faveur du développement des tramways, dont 1,26 Md€ pour les infrastructures et 480 M€ pour le matériel roulant.

Climat / Environnement

- La Coalition Climatique réunissant 27 ONG engagées en faveur de la protection du climat, a adressé à la ministre du climat et de l'environnement Anna Moskwa et au ministre de l'éducation et des sciences Przemysław Czarnek une lettre dans laquelle elle les a appelés à introduire l'éducation sur le changement climatique et la protection du climat dans le programme de base de l'enseignement scolaire.

Eau

- La Commission Européenne a décidé le 9 février de saisir la Cour de justice d'un recours contre la Pologne pour non-respect des exigences de la directive relative au traitement des eaux urbaines résiduaires (directive 91/271/CEE). La Pologne aurait dû se conformer pleinement aux exigences de la directive depuis 2015. En Pologne, plus de 1 000 agglomérations ne disposent pas d'un système de collecte pour leurs eaux urbaines résiduaires, ce qui signifie que les eaux usées sont directement déversées dans des rivières, mers ou lacs sans aucun traitement. Les eaux usées doivent normalement être dirigées vers une installation de traitement des eaux usées avant d'être rejetées. En outre, dans 415 agglomérations, dont les eaux résiduaires sont déversées dans des zones sensibles, la Pologne n'a pas veillé à ce que ces eaux fassent l'objet d'un traitement plus rigoureux comme l'exige la directive.

Déchets

- Le 31 janvier le ministère du Climat et de l'environnement a soumis pour consultation le projet d'amendement de la loi sur la gestion des emballages et des déchets d'emballages introduisant le système de consigne. Conformément à ce projet, le système couvrira les bouteilles en plastique à usage unique d'une capacité maximale de 3 l ainsi que les bouteilles pour boissons réutilisables en verre d'une capacité maximale d'1,5 l. Ainsi, lors de la vente des produits de ce type une caution sera perçue et pourra être ensuite récupérée au moment de la reprise des emballages réutilisables. Les clients ne seront pas obligés de présenter un ticket de caisse confirmant le paiement de la caution pour la récupérer. Selon certains experts, le projet devrait couvrir aussi les emballages jetables en verre et métalliques. Conformément au projet tous les magasins d'une surface supérieure à 100 m² seront obligés de récupérer les emballages vides et les déchets d'emballages couverts par le système et à rembourser la caution. Par contre, les magasins plus petits pourront accéder au système à titre volontaire. Le système sera réalisé par les entreprises (ou un groupe d'entreprises) mettant des boissons en emballages couverts par ce système sur le marché ; elles seront représentées par un opérateur chargé de la mise en place et du fonctionnement du système de consigne. Pour établir le système, l'opérateur devra obtenir une autorisation du ministre du climat et de l'environnement délivrée par voie de décision. Le projet ne précise pas le nombre d'opérateurs, ouvrant la possibilité de mettre en place plusieurs systèmes simultanément. Le projet ne précise pas non plus le montant minimal ni maximal de la caution. Le vice-ministre du climat et de l'environnement Jacek Ozdoba a indiqué que ce montant ferait l'objet de discussions lors de la consultation du projet.
- Selon les données de l'Inspection Générale de la Protection de l'Environnement (GIOŚ), en 2021, 318 dépôts illégaux de déchets ont été révélés en Pologne contre 412 relevés en 2020.
- Un nouveau projet de règlement du Premier Ministre sur le fonctionnement de l'Inspection Générale de la Protection de l'Environnement (GIOŚ) prévoit la création d'un nouveau service au sein de l'Inspection : le Département en charge des transferts transfrontières de déchets. L'objectif de ce changement est de renforcer le contrôle de la délivrance des autorisations d'importation des déchets.

Qualité de l'air

- Le 24 janvier la ministre du Climat et de l'environnement Anna Moskwa a officiellement annoncé le lancement de la troisième partie du Programme gouvernemental « Air Pur » (Czyste Powietrze) dédié à la modernisation thermique ainsi qu'à l'échange de poêles de chauffage par les particuliers. La nouvelle édition établit un financement plus élevé, soit jusqu'à 69 000 PLN (15 000 €) avec des revenus mensuels ne dépassant pas 900 PLN (195 €), (pour les ménages multiples) ou 1260 PLN (274 €), par personne (pour les ménages unipersonnels) ainsi que pour les personnes ayant droit à des allocations. Pour rappel, le programme « Air Pur » est un instrument de financement lancé en septembre 2018 qui devrait être réalisé d'ici 2029 avec un budget de 22,4 Md€. Jusqu'à présent, plus de 384 000 de demandes pour une valeur de 6,45 Md PLN (1,4 Md€) ont été soumises dans le cadre du Programme (avec le plus grand nombre



dans la voïévodie de la Silésie). Plus de 307 000 de contrats pour un montant de plus de 5 Md PLN (plus d'1 Md€) ont été déjà signés.

- Dans une interview accordée début janvier, M. Paweł Mzyk, directeur adjoint du Centre national d'équilibrage et de gestion des émissions (KOBIZE), a indiqué que selon les données provisoires, les émissions de gaz à effet de serre en Pologne en 2020 ont diminué de 3,7% par rapport de 2019 où les émissions ont atteint 390,74 Mt équivalent CO₂. Il a aussi informé que les données définitives pour l'année 2020 seraient disponibles au milieu de cette année.

Energie

- Mi-janvier, le gouvernement a annoncé le dispositif anti-inflation 2.0. Du 1 février au 31 juillet, il prévoit entre autres:
 - réduction de la TVA de 23% à 8% sur les carburants,
 - prolongation de la réduction de la TVA sur l'électricité de 23% à 5 % (prévu initialement jusqu'au 31 mars),
 - réduction de la TVA sur le chauffage à 5 %,
 - l'introduction d'un taux de TVA nul pour le gaz naturel.
- La proposition d'acte délégué de la Commission sur la taxonomie du 31 décembre a été favorablement accueillie par la Pologne. La presse polonaise a indiqué que, bien que Varsovie s'inquiète surtout que la Commission européenne exclue le gaz en tant que combustible de transition, son inclusion présente également des défis. Selon le projet publié, seuls les projets dont les émissions sont inférieures à 270 g de CO₂ par kilowattheure se verront accorder le statut de projet durable. Les représentants des entreprises énergétiques polonaises ont déjà précédemment indiqué que les critères d'émission pourraient s'avérer trop restrictifs. L'inclusion du gaz et du nucléaire dans la taxonomie a été critiquée par certaines ONG en Pologne.

Charbon

- En 2021, les centrales électriques polonaises ont produit près de 20 % d'énergie de plus à partir du charbon par rapport à l'année précédente.
- Mi-janvier, un accord salarial a été conclu chez Groupe Minier Polonais (PGG). L'accord prévoit une compensation unique de 326 € en moyenne pour les week-ends travaillés et une augmentation de la rémunération moyenne dans le groupe minier polonais à 1782 € bruts (contre environ 1717 € actuellement). PGG souligne que l'accord conclu garantit le travail non-perturbé des mines et l'approvisionnement en charbon des centrales électriques, des centrales de chauffage et des ménages. La signature de l'accord a mis fin au conflit collectif au sein de PGG, qui durait depuis le 14 décembre 2021. Pendant sa durée, les syndicalistes ont bloqué à deux reprises le transport ferroviaire du charbon des mines aux centrales électriques. Un autre blocus, cette fois sans durée définie, a été annoncé pour le 17 janvier en l'absence d'un accord. Un référendum de grève a également été organisé dans les mines, auquel ont participé près de 58% des employés de l'entreprise, dont 98,65% étaient en faveur de la grève.

Hydrogène

- Le 31 janvier, à l'initiative de l'Agence du développement de l'industrie (ARP) et en présence du vice-ministre du climat et de l'environnement Ireneusz Zyska, 20 entités (entreprises, universités, collectivités locales et institutions) ont institué la Vallée de l'hydrogène de Silésie et de Petite-Pologne. Pour rappel, la Stratégie de l'hydrogène polonaise prévoit la création d'au moins 5 vallées.
- L'entreprise polonaise Hynfra (sise à Varsovie), dirigée par M. Tomoho Umeda, détenant aussi une filiale au Japon, développe nombreux projets relatifs à l'hydrogène dans le monde entier (Japon, Portugal, Émirats). Actuellement, dans son portefeuille la société a 72 projets de ce type, dont 11 en phase de réalisation ; leur valeur totale s'élève à 1,75 Md PLN (0,4 Md€). En Pologne, à Sanok (voïévodie des Basses-Carpates) Hynfra réalisera le projet qui prévoit, entre autres, la modernisation du système de chauffage urbain et la construction des nouvelles sources d'énergie basées sur l'hydrogène. C'est l'un des premiers investissements de décarbonation du système de chauffage en Pologne. L'accord concernant la réalisation du projet a été signé en décembre dernier. Hynfra est en cours de discussion avec 32 communes polonaises intéressées par les projets de ce type. Il est à noter que M. Tomoho Umeda, PDG d'Hynfra, est président du Comité des technologies à l'hydrogène au sein de la Chambre nationale de commerce (KIG).

ENR

- Au cours du deuxième tour des enchères de 2021, un peu plus de 18,5 TWh d'électricité provenant de sources renouvelables, d'une valeur totale de plus de 1,86 Md €, ont été mis en vente. Un total de près de



14 TWh (75 %) d'électricité d'une valeur légèrement supérieure à 695 M€ (37,5 %), a été contracté. Sur un total de 375 offres gagnantes, seules 14 concernent des installations autres que le photovoltaïque. Ces 14 offres, soit 4 %, ont été soumises par des installations éoliennes (10) et des centrales hydroélectriques (4). Toutes les ventes aux enchères organisées en décembre étaient consacrées aux nouvelles installations. Comme traditionnellement, la vente destinée aux installations photovoltaïques et éoliennes d'une capacité ne dépassant pas 1 MW a suscité le plus grand intérêt. La vente aux enchères a été suivie par 182 générateurs avec 401 offres. Toutes les offres ont été soumises par des entrepreneurs investissant dans des installations photovoltaïques. Près de 543 M€ ont été affectés à l'achat de 2,7 TWh d'énergie dans ce panier. Suite à la résolution des enchères, 99,9% du volume d'énergie a été vendu dans le cadre de 309 offres soumises par 141 producteurs, pour une valeur totale de seulement 147 M€, (ce qui constitue 27% de la valeur de l'énergie allouée à la vente). Cela signifie que le prix de l'énergie offerte par les producteurs dans les installations photovoltaïques est en baisse. Grâce à cette vente aux enchères, des installations photovoltaïques d'une puissance électrique totale installée d'environ 300 MW pourront être créées. La quantité totale d'énergie offerte par les producteurs (près de 3,8 TWh) représentait plus de 138 % de la quantité d'énergie spécifiée dans l'annonce de la vente aux enchères. Cependant, la valeur totale de l'énergie offerte par les producteurs (un peu plus de 217 M€ ne représentait que 40 % de la valeur de l'énergie annoncée. Le prix de référence de ce panier était de 73€/MWh. Le prix minimum auquel l'énergie a été vendue était de 47€/MWh. Le prix maximum auquel l'énergie a été vendue était de 60,6€/MWh. La vente aux enchères destinée aux installations photovoltaïques et éoliennes d'une capacité supérieure à 1 MW a été rejointe par 66 producteurs, qui ont soumis un total de 89 offres. Plus de 1,08 Mds €, ont été affectés à l'achat de 14,1 TWh d'énergie dans le cadre de ce panier. À la suite des enchères, un peu plus de 11 TWh d'électricité ont été vendus (ce qui représente 78 % de la quantité d'énergie allouée à la vente) dans le cadre de 62 offres soumises par 46 producteurs pour une valeur totale de plus de 543 M€, (49 % de la valeur de l'énergie allouée à la vente). Le résultat de cette vente peut entraîner la construction d'installations photovoltaïques d'une capacité d'environ 570 MW et de parcs éoliens terrestres d'une capacité d'environ 460 MW. La quantité totale d'énergie offerte par les producteurs (13,9 TWh) représentait plus de 99 % de la quantité d'énergie indiquée dans l'annonce de la vente aux enchères, tandis que sa valeur totale (plus de 652 M€) représentait 66 % de la valeur indiquée dans l'annonce. Le prix de référence de ce panier était de 69€/MWh, pour les centrales solaires et de 54,3 €/MWh, pour les centrales éoliennes. Le prix minimum auquel l'énergie a été vendue était de 30,3 €/MWh pour les parcs éoliens terrestres et de 45,18€/MWh pour les centrales photovoltaïques, respectivement. L'enchère consacrée aux installations hydroélectriques, biocarburants et géothermiques d'une capacité électrique installée inférieure ou égale à 1 MW, ne suscite traditionnellement l'intérêt que des producteurs d'hydroélectricité. Trois générateurs ont soumis cinq offres. Dans le cadre de ce panier, 143 GWh d'énergie d'une valeur de 15,2 M€, ont été alloués à l'achat. À l'issue de la vente aux enchères, 76,5 GWh d'électricité (53 % de la quantité totale à vendre) ont été vendus dans le cadre de quatre offres soumises par trois producteurs, pour une valeur totale de près de 10,6 M€, (70 % de la valeur de l'énergie à vendre). Dans les enchères dédiées aux installations hybrides aucune offre n'a été placée.

Gaz et pétrole

- La société polonaise de gaz (PSG) a annoncé qu'elle suspendait le raccordement de nouveaux clients au gaz dans les années 2022-2023. « *La décision de suspendre la signature de nouveaux contrats résulte de l'ampleur des défis auxquels nous sommes confrontés et, d'autre part, de la limitation des moyens d'investissement. Au cours des deux prochaines années, nous avons réservé 434 M€ pour les investissements et nous les consacrerons aux contrats déjà signés. Tant que de nouveaux fonds ne seront pas obtenus, le nombre d'investissements dans le raccordement au réseau de gaz n'augmentera pas au cours des deux prochaines années. Si des fonds supplémentaires sont disponibles, nous sommes prêts à reprendre nos activités de connexion à tout moment* » a déclaré le membre du conseil d'administration de la société.
- Le 26 janvier, le président a signé la loi sur la protection des consommateurs de gaz. La loi prévoit que les tarifs du gaz approuvés par le président de l'Office de régulation de l'énergie (URE) seront accessibles non seulement aux ménages qui les utilisent actuellement, mais aussi à d'autres consommateurs répertoriés (notamment les hôpitaux, les écoles, les crèches, les écoles maternelles et les foyers pour enfants, ainsi que les communautés de logement et les coopératives). La protection fonctionnera jusqu'à la fin de 2023. Parallèlement, en 2022, les prix du gaz pour les clients tarifés seront gelés au niveau des tarifs du vendeur d'office, fixés pour la période du 1er janvier au 31 décembre 2022. Un mécanisme de compensation sera introduit pour les vendeurs de gaz (financé, entre autres, par la vente de quotas de CO₂).
- Le 10 janvier 2022, le conseil d'administration d'Orlen a sélectionné quatre sociétés avec lesquelles il conclura des accords sur la mise en œuvre des soi-disant contre-mesures fixées par la Commission



Européenne nécessaires à l'acquisition de Lotos. 30% des parts de la raffinerie de Gdansk iront à la société saoudienne Aramco Overseas Company pour 250 M€. Aramco acquerra également des actifs comprenant la production et la vente en gros de carburant pour environ 217 M€ et recevra 50% de Lotos-Air BP Polska. Orlen a signé avec Saudi Aramco un nouveau contrat à long terme pour la fourniture de pétrole pour ces raffineries en Pologne, en République tchèque et en Lituanie qui devrait couvrir 45% de la demande d'Orlen (contre environ 16% actuellement). Les actifs logistiques seront rachetés par le groupe Unimot qui reprendra également deux usines de bitume à Jasło et à Czechowice-Dziedzice. Ces opérations feront de la société le troisième opérateur d'installations de stockage de combustibles en Pologne et le deuxième acteur sur le marché de vente de bitumes. Les 417 stations-service du réseau de vente au détail Lotos situées en Pologne, soit 28 de plus que ce qui est requis par la décision de la Commission Européenne de juillet seront rachetées par la société hongroise MOL pour 610 M\$. MOL va ainsi devenir le troisième opérateur de stations en Pologne. Avec les 79 stations Slovnaft appartenant à MOL, son nombre de stations en Pologne passera à près de 500, soit plus que Shell et Circle K. Dans le même temps, Orlen recevra de MOL 144 stations en Hongrie et 41 en Slovaquie, pour un total d'environ 229 M€. Les actifs dans le domaine du marché des biocarburants seront achetés par la société hongroise Rossi Biofuel Zrt. Cette proposition est soumise à l'examen du gouvernement et doit être acceptée par la Commission Européenne.

- La société PKN Orlen et le Centre national pour la recherche et le développement (NCBR) vont lancer un programme de subventions NEON soit New Orlen, d'une valeur totale de 43 M€ pour des projets de R&D innovants. Le programme s'adresse aux consortiums d'unités scientifiques et scientifico-industrielles. Les résultats des meilleurs travaux seront appliqués dans les activités du groupe. Les principaux domaines d'intérêt de PKN Orlen sont les solutions innovantes dans le domaine de la production et de l'utilisation de la biomasse, la décarbonation, l'économie circulaire et l'industrie 4.0. La première partie du programme sera lancée avant la fin mars 2022.

Electricité / chaleur

- En janvier, le président de l'URE a annoncé les résultats de la principale enchère du marché de capacité pour l'approvisionnement en 2026. Le volume total des obligations en matière de capacité offertes et achetées à la suite de cette vente est de 7,2 GW. Le prix de clôture pour des unités physiques polonaises était de 87€/kW/an, tandis que celui pour des unités étrangères était de 86€/kW/an.
- Le 19 janvier, PGE Polska Grupa Energetyczna a annoncé de manière inattendue son intention de vendre de nouvelles actions pour un montant de 695 M€. Le produit de la vente sera utilisé pour la mise en œuvre de la stratégie de transformation énergétique accélérée de la société. « *L'objectif à long terme du groupe PGE est la neutralité climatique d'ici 2050, mais dès 2030, la part des énergies renouvelables dans le portefeuille du groupe passera à 50 %. D'ici 2030, nous aurons alloué 16,3 Md€ aux investissements* » a déclaré le président de la société PGE Wojciech Dąbrowski. Plus précisément, PGE a l'intention d'utiliser les revenus de cette transaction pour, entre autres, poser de nouveaux câbles de distribution d'électricité et installer des compteurs intelligents pour la consommation d'électricité, ainsi que pour acheter des parcs éoliens et photovoltaïques terrestres et pour construire une centrale de cogénération au gaz à Rybnik et "décarboner" la production de chaleur à Zgierz, Kielce et Bydgoszcz. W. Dąbrowski a également déclaré que les revenus de la vente des nouvelles actions doit également permettre à la société de réaliser des investissements coûteux dans des parcs éoliens offshore en cours de construction avec la société danoise Oersted. Immédiatement après l'annonce des plans de PGE pour une nouvelle émission d'actions, le groupe énergétique Enea a annoncé le même plan. Elle a l'intention de vendre jusqu'à 88 288 000 nouvelles actions et, comme PGE, elle utilisera les revenus de cette vente pour étendre et moderniser son réseau de distribution d'électricité et installer des compteurs intelligents pour la consommation d'électricité.
- En 2021, la consommation d'électricité s'élevait à 180 TWh et la production à 179 TWh. Les importations se sont élevées à 15 TWh (une diminution de 25 % par rapport à 2020), et les exportations à près de 14,2 TWh (ont presque doublé par rapport à 2020). La Pologne a donc été importatrice nette d'électricité pour une nouvelle année consécutive, mais cette fois à hauteur d'environ 1 TWh, soit 12 TWh de moins qu'en 2020. Ce changement résulte du fait qu'au cours des derniers mois de 2021, d'août à décembre, la Pologne était un exportateur net d'électricité (l'énergie polonaise était moins chère).

Transport

Urbain

- Le déploiement des bus électriques prend de l'ampleur en Pologne : en 2021, 219 nouveaux bus électriques sont apparus sur les routes polonaises ce qui constitue 1/3 de tous les nouveaux bus. Actuellement, en Pologne le nombre de bus propres s'élève à 638, dont 162 desservent le transport en



commun à Varsovie, 78 à Cracovie et 44 à Jaworzno (voïévodie de Silésie). L'État soutient cet engouement pour le déploiement du transport durable. Il a notamment lancé le programme « Transport en commun vert », géré par le Fonds National de la Protection de l'Environnement et de la Gestion de l'Eau (NFOSiGW) qui répond à l'objectif de développement du transport en commun zéro émission d'ici 2030 dans les villes polonaises de plus de 100 000 habitants, comme étant l'un des 3 piliers du projet de la Politique énergétique de la Pologne à l'horizon 2040. 33 villes ont déposé leurs demandes pour le cofinancement de l'achat de 431 bus électriques pour un montant total d'1,3 Md PLN (0,3 Md€) dans le cadre du premier appel à candidatures. Le deuxième appel clôturé fin décembre 2021 a recueilli 101 demandes des régies du transport en commun, dont 69 demandes de subvention. La valeur des demandes reçues a été estimée à 1,31 Md PLN (0,3 Md€). Le graphique ci-dessous présente les villes qui ont soumissionné à la première édition du programme.



Routier

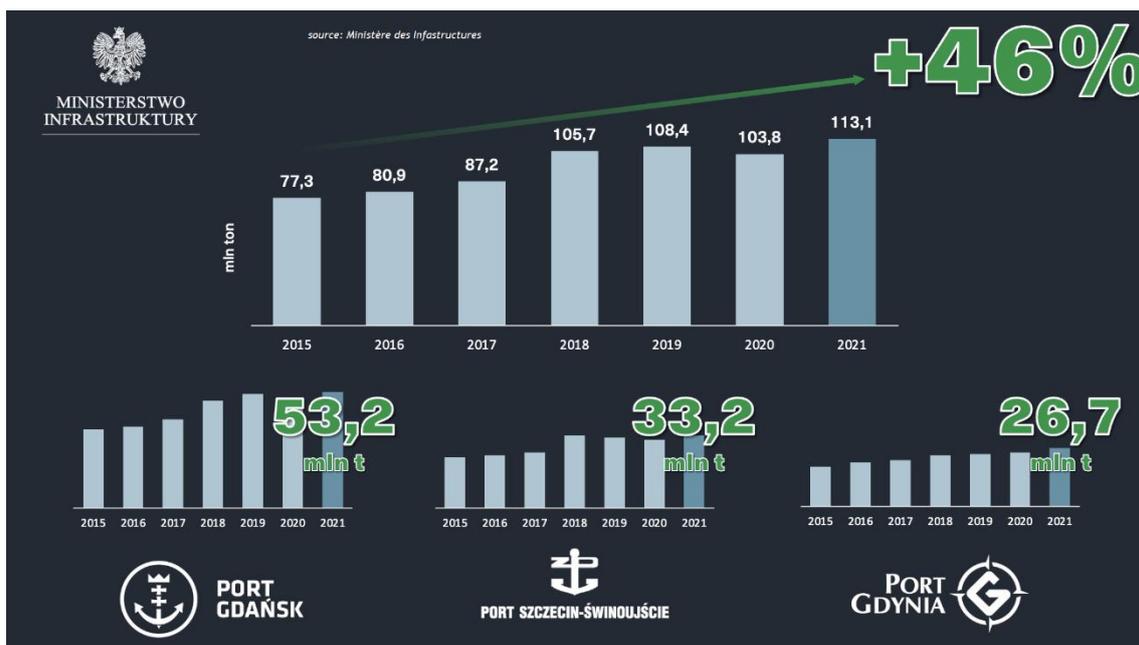
- Le groupe polonais Wielton a repris 80 % de la société espagnole Guillén Desarrollos Industriales S.L., fabricant des remorques et des semi-remorques depuis plus de 125 ans. Elle devrait reprendre les 20% de parts restantes en 2026. La société Guillén a été acquise pour 4,6 M€, la valeur finale devant être connue après l'audit des résultats annuels. En acquérant l'usine bien automatisée et robotisée de Guillén, caractérisée par une capacité de réserve, Wielton s'ouvre une possibilité de croissance sur les marchés espagnol et portugais. Elle gagne une plateforme supplémentaire de production et d'assemblage, située à proximité des marchés du sud de la France et du nord de l'Afrique. L'objectif du groupe Wielton est de faire augmenter le volume de production de Guillén à plus de 1,6 milliers d'unités en 2025 et d'élargir sa gamme de produits avec des produits du groupe Wielton. L'achat de Guillén (qui continuera à opérer sous son nom actuel) fait partie de la stratégie de Wielton basée sur les acquisitions. Pour rappel, la société a déjà acquis la marque italienne Viberti (2015), la société française Fruehauf (2015), la société allemande Langendorf (2017) et la société britannique Lawrence David (2018).

Portuaire

- Lors d'une conférence en présence des vice-ministres des infrastructures Marek Gróbarczyk et Grzegorz Witkowski, les autorités des ports maritimes ont présenté leurs résultats 2021. Marek Gróbarczyk a communiqué que 113 Mt de marchandises, à savoir 9% de plus par rapport à l'année précédente, avaient été transbordées par les trois ports polonais de la mer Baltique. Ces derniers ont contribué pour 53,2 Mt pour le Port Gdańsk, 33,2 Mt pour le Port Szczecin-Świnoujście et 26,7 Mt pour le Port Gdynia. Les transbordements à Gdańsk l'année dernière ont noté une hausse dans pratiquement tous les groupes. Les chiffres ont notamment augmenté de 795,6% pour le bois avec 106,9 milliers de tonnes au total, 37,9% pour les combustibles liquides avec 18 854,6 milliers de tonnes au total et 10,1% pour les conteneurs avec 2 117 829 TEU au total. Łukasz Greinke, président de la Direction du Port Maritime Gdańsk, a aussi mentionné la position du Port de Gdańsk dans le classement des ports : il est dix-huitième en Europe et



troisième sur la Baltique après Oust-Louga et Saint-Pétersbourg. Krzysztof Urbaś, président de la Direction des Ports Maritimes Szczecin et Świnoujście, a annoncé que 33,2 Mt de charges avaient été traitées par des sociétés de transbordement. Le résultat de 2021 est 6,6% plus élevé par rapport à l'année précédente. En 2020, les ports de Szczecin-Świnoujście ont accueilli 2,4% de bateaux de plus qu'en 2020. Le nombre de ces derniers a atteint et leur tonnage brut au total s'élevait à 108 245 600 en 2021. Jacek Sadaj, président de la Direction du Port Maritime de Gdynia, a souligné que Gdynia notait une augmentation pour la sixième année consécutive. 26 693 milliers de tonnes ont été transbordées en 2021 dans le port de Gdynia, ce qui constitue une hausse de 8,2%. Les transbordements de conteneurs ont augmenté de 8,9% par rapport à l'année précédente, comptant 985 919 TEU. 4240 navires de commerce, soit 14,7% de plus, sont arrivés à Gdynia en 2021.



Infrastructures de transport

- Le 19 janvier, la société CPK (pôle multimodal de communication) a annoncé un appel d'offres pour le poste d'ingénieur de contact, qui concerne les services liés à la construction de "rayons" ferroviaires dans toute la Pologne. La valeur estimée de l'accord-cadre est de 543 M€. L'ingénieur de contact est une entité qui, au nom de la société CPK, supervisera les différentes étapes de l'investissement. L'objectif de l'appel d'offres est de sélectionner jusqu'à 20 contractants qui fourniront des services d'ingénieur contractuel dans le cadre d'un accord-cadre. Chaque entreprise qui le signe pourra concourir pour des tâches partielles. La procédure se déroule sous la forme d'un appel d'offres ouvert. Les critères de sélection des entrepreneurs sont tout d'abord leur expérience. Le prix et les qualifications de l'équipe indiquée par le contractant pour réaliser le projet seront pris en compte dans le cas de commandes de tâches partielles. Les candidatures étaient attendues jusqu'au 27 janvier 2022.
- Dans le cadre de l'appel d'offres pour le contrat-cadre relatif à la conception des nouvelles lignes ferroviaires, annoncé par la CPK en octobre 2021, 12 offres ont été soumises, présentées par 10 consortiums et deux entreprises individuelles. Cela fait un total de 31 entreprises, issues de Pologne, d'Espagne, de France, d'Allemagne, de Belgique, de Suède, de Norvège et de Corée du Sud. Parmi les participants français se trouvent : Egis, Systra et Sud Architectes. La valeur nette du projet est estimée à plus de 1,52 Mds €. L'appel d'offres permettra de sélectionner un groupe d'entrepreneurs auxquels le CPK confiera des tâches de conception dans le cadre d'une procédure simplifiée pendant 8 ans.
- 19 offres (de 6 consortiums et de 13 entreprises individuelles) ont été déposées dans le cadre de l'appel d'offres pour réaliser des travaux préparatoires sur le site de l'aéroport « Solidarité ». La société Eurovia fait partie d'un des consortiums participant.
- Des délais irréalistes et l'absence de sources de financement clairement formulées- ce ne sont que quelques-uns des points de la liste des réserves émises par la Chambre suprême de contrôle (NIK) au sujet du projet CPK. Selon les auditeurs, au niveau actuel de l'inflation, certains des coûts estimés pour la construction de l'aéroport risquent de ne plus être actuels. NIK met en doute la légitimité de l'investissement, compte tenu de l'effondrement du trafic aérien dû à la pandémie. La Chambre note que



l'investissement « est déjà retardé au départ » et souligne qu'à ce rythme de travail, l'achèvement de l'aéroport à la fin de 2027 est menacé.

- En 2021, la Direction générale des routes nationales et des autoroutes (GDDKiA) a mis à disposition plus de 425 km de nouvelles routes. Actuellement, les conducteurs ont à leur disposition 4624,9 km de voies rapides, dont 1753,6 km d'autoroutes et 2871,3 km de voies rapides. En 2021, la direction a annoncé des appels d'offres pour la réalisation de 27 sections de nouvelles routes d'une longueur d'environ 334 km et signé 46 contrats pour des tâches d'une longueur totale de 555 km et d'une valeur de 3,47 Md€. En 2022, GDDKiA prévoit d'annoncer des appels d'offres pour la construction de 475 km de voies rapides d'une valeur de 4,9 Md€.
- Le 13 janvier, PKP Polskie Linie Kolejowe a annoncé cinq appels d'offres pour des investissements d'une valeur de près de 1,3 Md€. Les appels d'offres concernent la modernisation des lignes ferroviaires dans la voïvodie de Silésie - de Będzin à la frontière à Zebrzydowice en passant par Sosnowiec, Katowice et Tychy, le contournement ferroviaire de Poznań et la reconstruction de la gare de Słupsk. Les appels d'offres permettront de réaliser les investissements prévus dans le cadre de la nouvelle perspective financière de l'Union européenne pour la période 2021-2027, entre autres dans le cadre du programme Connecting Europe Facility (CEF).

Bâtiment / logement

- En 2021, les promoteurs et autres investisseurs ont livré 234 700 d'appartements, soit 6,3 % de plus que l'année précédente.

HONGRIE

Fonds européens

- La Commission Européenne a retiré 1,7 Md HUF (4,8 M€) de fonds européens à la ville de Nyíregyháza (est du pays) qu'elle avait attribué en 2017, à la suite d'une plainte de László Glonczy, vice-président de l'autorité rom locale, qui accuse la municipalité de pratiquer une politique de ségrégation résidentielle et dans le domaine de l'éducation entre les familles roms et les autres. Suite à ses propres constatations, la Commission a fait valoir que cette ségrégation était contraire aux valeurs de l'UE, et a demandé aux autorités hongroises et à la municipalité de régler le problème.
- La Hongrie va devoir rembourser une partie des fonds européens qu'elle a reçus (FEDER et FSE) suite à l'affaire de corruption de certains distributeurs hongrois des logiciels de Microsoft qui ont abusé des remises offertes par cette société sur les ventes au secteur public et n'ont pas pleinement appliqué les prix inférieurs aux acheteurs. Après un enquête interne, Microsoft avait résilié ses contrats avec les distributeurs hongrois Humánsoft, Euro One et Racionet en décembre 2017. L'agence américaine de surveillance des opérations boursières (SEC) avait lancé une enquête sur Microsoft Hungary en 2018. L'organisme européen antifraude (OLAF) a demandé à la Commission Européenne d'annuler une partie des fonds de l'UE versés à la Hongrie pour l'achat de licences de logiciels. Cette affaire n'a donné lieu à aucune audience en Hongrie depuis 2018, alors que la SEC et le Department of Justice ont condamné Microsoft à une amende de 8,8 M USD.

Énergie

Gaz

- En Hongrie, la consommation primaire de gaz a augmenté de 5,8% en 2021 par rapport à l'année précédente pour atteindre 388 307 TJ.
- Préalablement à sa visite en Russie, le Premier ministre hongrois a déclaré vouloir augmenter les livraisons de gaz russe en Hongrie, dans le contexte de hausse des coûts de l'énergie. Pour rappel, un contrat signé en septembre 2021 prévoit la livraison annuelle de 4,5 Mds m³ de gaz russe à la Hongrie jusqu'en 2036. Viktor Orbán a demandé à son homologue d'augmenter le volume du contrat pour faire passer la quantité de gaz livré de 4,5 à 5,5 Mds m³ par an. Vladimir Poutine a accueilli cette demande de manière positive, et a ajouté que cela ne devrait pas poser problème. D'après l'agence de presse TASS, Vladimir Poutine aurait précisé que la Hongrie achetait le gaz russe cinq fois moins cher que sur les marchés européens. Viktor Orbán a rajouté que les prix de l'énergie avaient été doublés ou triplés en Europe de l'Ouest, et pas en Hongrie, grâce au gaz russe.
- Les gestionnaires de réseau de transport (GRT) de gaz hongrois (FGSZ) et ukrainien (OGTSU) ont convenu de prolonger jusqu'à fin septembre la période pilote d'échange de gaz naturel depuis la Hongrie vers l'Ukraine. L'accord initial, signé en décembre 2021 (cf. veille de décembre) prévoyait que la Hongrie



fournirait 8 M m³ de gaz à l'Ukraine lors du premier trimestre 2022. La prolongation de la période permettra à l'Ukraine d'importer plus de gaz de Hongrie, une fois que la période hivernale sera passée. Cet accord permet par ailleurs aux négociants autrichiens, croates et slovaques d'accéder à de meilleures conditions au marché ukrainien. FGSZ et OGTSU souhaitent augmenter à long-terme les livraisons de gaz depuis la Hongrie vers l'Ukraine. Jusqu'à récemment, les flux étaient dans l'autre sens car l'immense majorité du gaz russe consommé en Hongrie transitait par l'Ukraine.

- Le ministre des Affaires Etrangères, Péter Szijjártó s'est rendu en Azerbaïdjan où il a déclaré qu'il était important que le gaz azerbaïdjanais soit disponible en Hongrie à partir de la fin de l'année prochaine, ainsi des négociations ont commencé. La Hongrie dépend principalement du gaz russe, mais souhaite diversifier ses sources d'approvisionnement pour assurer sa sécurité énergétique, comme en témoigne également le développement du terminal de gaz naturel à Krk en Croatie.
- Le conseil municipal de la ville de Győr a autorisé la société de chauffage Győr-Szol (qui appartient elle-même à la ville) à signer un nouveau contrat d'achat de gaz naturel avec un nouveau fournisseur, resté anonyme, pour un montant annuel de plus de 3 Md HUF (8,5 M€) que celui prévu avec le fournisseur précédent, Global NRG. Ce dernier avait résilié le contrat au 1er décembre et accusait la ville de consommer beaucoup plus de gaz que ce que le contrat prévoyait, ainsi que de l'utiliser pour produire de l'électricité dans un contexte de forte hausse des prix, aux dépens de Global NRG. Entre le 1er décembre et courant janvier, la ville a été approvisionnée par les réserves stratégiques nationales.

Electricité

- La ministre sans portefeuille pour les actifs de l'Etat, Andrea Mager a signé un arrêté d'augmentation du capital de l'électricien national MVM à hauteur de 208 Md HUF (588,2 M€). Le capital du groupe, entièrement détenu par l'Etat, atteint désormais 796,6 Md HUF (2,3 Md€). Il s'agit pour l'Etat de combler les pertes abyssales de MVM, qui est étranglé par l'écart entre les prix élevés de l'énergie achetée sur les marchés et les prix bas appliqués aux consommateurs résidentiels, en vertu de l'obligation de service universel. Cette obligation (valable également sur le marché du gaz) coûte entre 400 et 450 Md HUF (1,1 Md€ et 1,3 Md€) par an à MVM. Ce chiffre pourrait doubler si les prix du gaz restent élevés longtemps en raison de la crise entre la Russie et l'Ukraine. MVM a par ailleurs aussi été affecté par la faiblesse de la devise hongroise pendant plusieurs semaines sur les marchés des changes. L'augmentation de capital permettra de financer des développements stratégiques, mais constitue surtout un signal qui vise à rassurer sur la solidité du groupe, noté BBB par Fitch et BBB- par S&P, avec perspective stable. Avant même la crise énergétique actuelle, MVM enregistrait une perte de 4 Md HUF en 2020 (11,4 M€¹), pour un chiffre d'affaires (CA) de 1 400 Md HUF (4 Md€), contre un profit de 20 Md HUF en 2019 (61,5 M€), pour un CA de 1 300 Md HUF (4 Md€). MVM a émis pour 500 M€ d'obligation en novembre dernier, avant de bénéficier le mois suivant d'un prêt de 200 M€ de la Banque Européenne d'Investissement (BEI) pour améliorer son réseau.
- Les chiffres de la consommation électrique ont été publiés pour l'ensemble des mois de 2021. En novembre, la consommation électrique a augmenté de 0,6% en glissement annuel, alors que la production domestique a diminué de 3,6% en raison de travaux de maintenance des réacteurs nucléaires de Paks, et de la faible production solaire. Les importations ont augmenté pour compenser l'écart, en particulier celles de Slovaquie, d'Ukraine, de Roumanie et de Serbie, qui ont représenté au total 32,6 % de la consommation intérieure. Le mois suivant, la consommation électrique a augmenté de 5% en glissement annuel, pour atteindre 4,339 GWh, soit une performance historique pour un mois de décembre. Décembre a été également le mois record de l'année 2021, alors qu'il s'agit habituellement du mois de janvier. Sur l'ensemble de 2021, la consommation électrique a atteint 49,92 TWh, en hausse de 4 % par rapport à l'année antérieure et de 3 % par rapport au précédent record historique de 2019. La production brute d'électricité en 2021 se répartit comme suit : nucléaire (46,8%), gaz (28,1%), charbon (9,5%), solaire (7%), biomasse (4,2%), éolien (1,9%). 27,2% de l'électricité consommée provient d'imports. La capacité de production domestique a augmenté de 404,7 MW (hausse annuelle record) et atteint 10 313,8 MW.

Nucléaire

- Le candidat de l'opposition, Péter Márki-Zay, a déclaré dans une interview que s'il accédait au poste de Premier ministre, il soutiendrait la prolongation du fonctionnement de Paks-I (les quatre réacteurs nucléaires hongrois actuels, mis en service dans les années 80), mais qu'il réétudierait les contrats portant sur le projet Paks-II conclus avec Rosatom, dans la mesure où il les considère opaques.

¹ Les taux de change sont pris aux valeurs annuelles moyenne (en 2019 1 EUR = 325,3 HUF et en 2020, 1 EUR=351,25 HUF).



- Fin janvier, plusieurs rencontres ont eu lieu entre le gouvernement hongrois (le Premier ministre Viktor Orbán et le ministre des affaires étrangères Péter Szijjártó) avec des responsables de Rosatom (notamment son PDG Alexey Likhachev), chargé de lancer le projet de Paks-II. Le ministre des Affaires Etrangères a dit espérer que les demandes de permis adéquates soient déposées rapidement afin que la mise en œuvre du projet commence à partir de mai. Il a également déclaré que l'autosuffisance électrique hongroise serait permise par Paks-II d'ici la fin de la décennie. Enfin, concernant le sujet de la taxonomie, le ministre a salué la coalition menée par la France dans les instances européennes en faveur du nucléaire. Après son entrevue avec Vladimir Poutine, Viktor Orbán a déclaré que les préparatifs pour la construction de Paks-II étaient en phase finale.
- L'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA) a fait l'éloge des cours d'études nucléaires de l'Université de technologie de Budapest après avoir examiné en décembre les cours dispensés en licence et en Master. L'AIEA vise non seulement à soutenir l'université d'accueil, mais également à répandre les bonnes pratiques dans le monde entier. Le doyen de la Faculté des sciences de l'Université de technologie de Budapest a déclaré que la délégation avait conclu que les programmes de technologie nucléaire de l'université « sont d'une profondeur et d'une ampleur impressionnantes, offrant aux étudiants une formation et des compétences en technologie de haute qualité et bien structurées, tel qu'elles sont requises dans l'industrie nucléaire ». La délégation était composée du chef de mission de l'AIEA, d'experts de l'Imperial College de Londres et de l'Université de Bohême occidentale en République tchèque.

ENR

- L'entreprise de construction Sade Magyarország a remporté un appel d'offres pour la construction d'une centrale de chauffage à biomasse à Kecskemét pour un montant de 5,3 Md HUF (15 M€). La centrale aura une capacité de 25 MW et fonctionnera à partir de granulés de bois et de déchets verts urbains.
- Les statistiques d'Eurostat récemment publiées révèlent qu'en 2020, 11,9 % de l'électricité consommée en Hongrie provenait de sources renouvelables. C'est presque 5 points de plus qu'il y a dix ans, mais la Hongrie est largement en dessous de la moyenne européenne (37%). Seule Malte fait moins bien que la Hongrie (9,5 %). La Hongrie arrive donc dernière parmi le groupe de Visegrád : la République tchèque est à 14,8 %, la Pologne à 16,2 % et la Slovaquie à 23,1 %.

Energies fossiles

- MOL vient de racheter 79 stations-service de marque Lukoil au groupe Norm Benzinkut. En mars 2021, MOL avait acheté la filiale slovaque du groupe, Normbenz Slovakia, qui comprenait 16 stations-service en Slovaquie.
- Le groupe polonais Lotos doit se séparer de 80% de ses stations d'essence et de 30% de sa raffinerie de Gdańsk afin de mener à bien sa fusion avec le groupe PKN Orlen. Lotos compte un peu plus de 700 stations-service en Pologne, valorisées entre 1,5 M et 2 M USD chacune. Le groupe hongrois MOL va en racheter 417 pour 610 M USD. Par ailleurs, MOL a vendu 185 de ses propres stations à PKN Orlen pour 259 M USD (dont 144 stations en Hongrie qui comprennent les 79 stations Lukoil acquises récemment, ainsi que 41 en Slovaquie). Les deux transactions devraient être complétées d'ici un an. Peu de candidats souhaitaient reprendre le réseau de Lotos, qui offre pourtant une bonne rentabilité. D'après les analystes, l'entrée de MOL en Pologne préfigure son expansion dans le pays, puis dans les Etats baltes. Suite à cette acquisition, MOL devient le troisième vendeur d'essence sur le marché polonais, et possède plus de stations en Pologne qu'en Hongrie. L'accord permet aussi au groupe d'atteindre son objectif stratégique de posséder 2 400 stations-service dans dix pays.
- MOL et le gouvernement slovène ont signé un contrat de 25 M€ en vertu duquel les véhicules du secteur public slovène (police, ambulances, pompiers etc.) devront se ravitailler en carburant auprès des stations-service MOL. Cette décision est critiquée en Slovénie en raison des liens étroits qu'entretient MOL avec le gouvernement hongrois. Le précédent accord de ravitaillement avait été signé avec le groupe autrichien OMV, mais il n'a pas été renouvelé car ce dernier offrait un prix de 500 000 € supérieur à celui de MOL. MOL détient actuellement une cinquantaine de stations-services en Slovénie, surtout proches de la frontière hongroise, mais devrait finaliser d'ici la fin de l'année un accord de rachat de 120 stations-services appartenant à OMV.
- La filiale roumaine de MOL, Panfora Oil & Gas, va lancer un forage exploratoire près de Curtici, à proximité immédiate de la frontière hongroise. La construction du puits durera environ six mois.
- Le plafonnement du prix de l'essence et du diesel à 480 HUF (1,35 €), en vigueur depuis mi-novembre a eu pour effet de faire grimper les ventes. D'après l'Association pétrolière hongroise (MASZ), qui représente environ 75% du marché, les ventes ont augmenté de 17 % en décembre. Sur l'année 2021, les ventes de SSP-95 ont augmenté de 5,9 % (pour atteindre 1,13 Md l), celles de diesel ont augmenté de 6,6%



(2,37 Md l). En revanche, les ventes de carburants premiums, qui ne sont pas concernés par le plafonnement, ont chuté de 4,7 % (pour atteindre 300 M l). Le gouvernement a de nouveau défendu sa mesure de plafonnement des prix de l'essence en précisant qu'il a permis d'éviter une hausse des prix de 26 HUF (7,3 cts €) par litre pour le diesel, et de 32 HUF (9 cts €) pour l'essence. La mesure doit prendre fin mi-février, mais pourrait être prorogée.

Environnement

- La société de gestion des déchets FKF de Budapest a collecté près de 200 m³ de déchets après les célébrations du Nouvel An dans la ville. Les déchets ont été utilisés pour produire de la chaleur et de l'électricité.

Transports

Transport aérien

- Après délibération du conseil municipal de Debrecen, l'Etat a acquis 51 % de l'opérateur de l'aéroport international de Debrecen, qui est le deuxième aéroport le plus important du pays, après celui de Budapest. La ville de Debrecen conserve la propriété des installations de l'aéroport, et 49 % de l'opérateur. Le transfert des 51 % à l'Etat sera gratuit. Cette reprise s'inscrit dans la stratégie de développement de la ville jusqu'en 2030, telle qu'approuvée par l'Etat en 2020, et qui faisait de l'aéroport un sujet crucial. L'Etat envisage plusieurs dizaines de milliards de Forints d'investissements pour l'aéroport afin d'en faire un hub régional. Il est envisagé que 2 à 3 M de passagers transitent par l'aéroport de Debrecen d'ici 2030, contre 600 000 en 2019.
- Le nombre de passagers transportés par Wizz Air a augmenté de 30,3 % en 2021 pour atteindre 21 722 799. Au cours du seul mois de décembre, Wizz Air a transporté 2,6 M de passagers, soit presque trois fois plus qu'en décembre 2020. Wizz Air vient d'annoncer le rachat de 15 *slots* journaliers à l'aéroport de Londres Gatwick où l'entreprise postera quatre appareils. Wizz Air va également assurer deux vols hebdomadaires entre Budapest et Chişinău en Moldavie. Cette annonce fait suite au renforcement des liens entre la Hongrie et la Moldavie après une visite du ministre hongrois des affaires étrangères.
- Wizz Air a annoncé une perte de 267,5 M€ sur son T3 (octobre-décembre 2021), l'année commerciale de Wizz Air débutant en avril. Au cours du trimestre octobre-décembre 2020, Wizz Air affichait une perte de 116,4 M€. Malgré une hausse de 243% du nombre de passagers, les revenus ont augmenté de « seulement » 173 % (à 408,4 M€). Le revenu par siège au km a chuté de 8% à 2,49 € en raison d'une baisse des prix pour maintenir la demande dans le contexte sanitaire affecté par la vague Omicron. Le PDG de Wizz Air, József Váradi, s'attend à une incertitude jusque courant mars, et les pertes du T4 pourraient être légèrement supérieures à celle du T3. Wizz Air reste optimiste pour le printemps, et surtout pour l'été où une reprise au niveau pré-covid est attendue. Le groupe tient à rassurer sur sa stabilité financière en précisant qu'il possédait 1,4 Md€ de liquidités fin décembre. Wizz Air poursuit son objectif de posséder 500 avions d'ici la fin de la décennie, après avoir passé une commande de 196 Airbus neo en novembre.
- Wizz Air a rajouté un troisième simulateur de vol *Full Flight Simulator* (FFS) à son centre de formation de Budapest. Le nouveau FFS 7000XR, acquis pour 7,7 M€, simule sa flotte d'avions A320neo type. La capacité de formation sur les simulateurs les plus avancés passe ainsi à 6 800 heures, ce qui permettra à la compagnie aérienne d'embaucher 4 600 nouveaux pilotes d'ici 2030.
- Le nombre de passagers qui transitent par l'aéroport international de Budapest s'est élevé à 4,6 M en 2021 (+ 19,8% par rapport à 2020, mais en baisse de 71,4 % sur 2020). En décembre, plus de 702 000 passagers ont décollé ou atterri de Budapest, soit 46 % de plus qu'en décembre 2020. Concernant le fret, le volume de marchandises transportées a atteint le niveau record de 183 000 t en 2021, en hausse de 36% par rapport à l'année précédente. En décembre 2021, il s'est élevé à 18 405 t (+36,2 % par rapport à décembre 2020). Il s'agit du plus haut niveau de fret mensuel jamais enregistré.
- Le gouvernement a ajouté le projet de l'aéroport de Budapest de construire 165 stations de recharge de véhicules électriques à la liste des projets éligibles à un financement européen au titre du Mécanisme pour l'interconnexion en Europe (MIE ou CEF en anglais). Le coût total du projet s'élève à 1,3 Md HUF (3,7 M€) et sera couvert à moitié par le MIE. Cette initiative s'inscrit dans l'objectif de parvenir à la neutralité carbone.
- La Banque Européenne d'Investissement (BEI) a suspendu le versement d'un prêt de 200 M€ pour agrandir l'aéroport de Budapest. La BEI reproche aux autorités de ne pas avoir analysé l'impact de l'investissement sur la pollution atmosphérique, la pollution sonore et les émissions de gaz à effet de serre, en violation de la politique de la BEI et du droit environnemental européen. Par ailleurs, les résidents n'auraient pas été consultés sur ce projet. La BEI a été saisie par des associations écologistes hongroises, notamment les



Amis de la Terre Hongrie (MTVSZ). Le prêt avait été accordé en décembre 2018 pour garantir les conditions d'une augmentation de 50 % du trafic passagers entre 2018 et 2026.

- L'aéroport de Budapest a annoncé avoir réduit ses émissions de CO₂ en 2021, et les a ramenés à la moitié de leur niveau mesuré en 2011, alors que les émissions par passager ont diminué d'un tiers en dix ans. En 2021, l'aéroport a lancé un plan « net zero » pour parvenir à la neutralité carbone d'ici 2035.
- Le promoteur immobilier hongrois Wing a acquis Airport City auprès de CPI. Airport City est un parc logistique adjacent à l'aéroport de Budapest. Airport City représente 44 000 m² d'entrepôts et 8 000 m² de bureaux. Wing possède déjà l'Ibis Styles proche de l'aéroport ainsi que le centre de formation des pilotes et du personnel de cabine de Wizz Air.

Ferroviaire

- La direction du groupe public de chemins de fer et MÁV ont commencé à mettre en œuvre l'accord signé cet été avec les représentants syndicaux. Cet accord, qui porte sur trois ans, prévoit notamment d'augmenter les salaires de base de 10% cette année. MAV a déclaré que près de 43 000 employés seraient éligibles à cette augmentation, qui représente une rémunération supplémentaire d'environ 12 Md HUF (34 M€). Pourtant, l'Assemblée générale du Syndicat des conducteurs de train (MOSZ) a lancé un appel à la grève illimitée à partir de mars, et précise qu'elle n'a pas signé l'accord. La grève concernera à la fois le secteur du fret et celui du transport de passagers. Les conducteurs demandent à MÁV une revalorisation supplémentaire de leurs salaires afin de compenser l'inflation élevée de 2021 qui a attaqué leur pouvoir d'achat. En réponse, MÁV a précisé que la grève était infondée et illégale. Infondée à ses yeux car l'entreprise s'est pleinement conformée à l'accord salarial de trois ans précité, et elle entend continuer à s'y soumettre en 2022. D'après l'entreprise, les salaires ont augmenté de plus de 60 % au cours des cinq dernières années, non comprise l'augmentation de 10 % au début de cette année. Elle juge la menace de grève illégale au motif que l'accord collectif a été approuvé par les syndicats et, qu'en conséquence, les négociations salariales sont closes pour 2021 et 2022.
- De nouveaux trains à moteur KISS à deux étages ont été mis en service sur les lignes Budapest-Újszász-Szolnok et Budapest-Cegléd-Szolnok. Au total, 30 trains à deux étages ont déjà été repris par la compagnie ferroviaire, que l'on trouve sur six lignes ferroviaires du pays.
- 1300 nouveaux parkings relais à vélos (B+R) ont été construits l'an dernier dans les gares hongroises dans le cadre du programme de renouvellement des stations de MÁV. Le programme de rénovation a été lancé en 2019 et prévoyait la maintenance et la rénovation de 100 parkings relais P+R et de 1300 parkings relais à vélo. De nombreuses autres rénovations sont prévues jusqu'en 2023 afin de créer un cadre agréable pour les voyageurs, et d'augmenter la fréquentation des trains.
- Un train sans conducteur composé d'une locomotive et de 22 wagons de marchandises s'est détaché à Košice, en Slovaquie, et a parcouru 25 km avant de s'arrêter en Hongrie. Après avoir traversé la frontière, le train a coupé un aiguillage à Hidasnémeti et a poursuivi sa descente vers Abaújszántó. Il s'est finalement arrêté entre Hidasnémeti et Zsujta. Personne n'a été blessé dans l'incident.

Transports routiers

- 162 000 vignettes autoroutières valables pour l'année 2022 ont été achetées avant même le 1er janvier, ce qui constitue un record de prévente depuis que les vignettes peuvent être achetées de manière anticipée auprès de la société d'autoroute NÚSZ. Ce service est disponible depuis 2016, et à ce moment-là, 76 000 vignettes avaient été vendues de manière anticipée, contre 142 000 l'an dernier.

Transports urbains

- Volánbusz a lancé un appel d'offres pour la livraison de 543 bus, dont 360 bus rigides à plancher bas, 59 bus rigides à plancher haut et 124 bus articulés. Les premiers véhicules seront livrés d'ici la fin de l'année. Par ailleurs, Volánbusz a reçu les six premiers bus Mercedes-Benz Reform 501 LE sur les 88 commandés l'an dernier. Sur les 88 bus, presque 80 seront produits par ITE Bus & Truck et par Kravtex, basé à Győr. Les véhicules seront propulsés par un moteur diesel de dernière génération.
- L'opérateur des transports publics de Budapest (BKV) a convenu avec les représentants syndicaux d'une augmentation moyenne de 15% du salaire de base pour tous les employés à partir du 1er janvier 2022. La prime d'ancienneté introduite en 2021 a aussi été augmentée de 15%.
- Le Centre des transports publics de Budapest (BKK) a mis en place la vente de titres numériques pour les billets simples, valables pour un trajet. Le prix du billet reste le même que celui sous format papier (350 HUF – 1 €). Les titres de transport pourront être achetés sur l'application de BKK.



- Le ministère de l'Innovation et des Technologies a lancé un programme de subventions pour l'achat de près de 800 vélos cargo à assistance électrique pour un budget de 400 M HUF (1,1 M€). Les distributeurs devront s'inscrire sur le site elektromobilitas.humda.hu.

Infrastructures

Ferroviaire

- A la suite d'une visioconférence avec le ministre russe des transports, le ministre hongrois de l'Innovation et des Technologies, László Palkovics, a déclaré que la Russie est prête à financer une ligne de fret ferroviaire qui traverserait la Hongrie d'est en ouest (de Záhony à Sopron), et qui contournerait Budapest. Le montant de la ligne de crédit atteindrait 2 Mds USD. La Russie se dit aussi prête à partager son expérience et son savoir-faire pour le projet. Le ministre hongrois a rajouté qu'un permis environnemental pourrait être obtenu d'ici le printemps prochain, et qu'une étude de faisabilité pourrait être achevée d'ici l'été 2023. Les deux ministres ont également salué la création récente de la co-entreprise austro-hongroise (cf. la partie « transports ferroviaires » de décembre 2021). Au-delà de ce projet avec la Russie, la Hongrie entend devenir une plaque tournante du fret ferroviaire entre l'Europe et l'Asie grâce à la modernisation de la ligne Budapest-Belgrade qui permettra d'acheminer plus de marchandises depuis la Chine.

Routier

- Le développeur des infrastructures NIF a annoncé que l'entreprise de construction Hódút a remporté l'appel d'offres pour la construction d'un tronçon de 32,2 km de l'autoroute M44 entre Kecskemét et Szentkirály pour 107 Md HUF (302 M€). Le contrat sera signé ultérieurement dans l'année.
- La NIF a annoncé que l'entreprise de construction Zemplénko a remporté un appel d'offres pour la construction de l'échangeur autoroutier M3-M35 à Görbeháza (est du pays) pour 4,9 Md HUF (13,9 M€). Les concurrents en lice étaient A-Híd, Colas Út, Dömper, Strabag et KE-Víz 21.

Urbain

- D'après l'Association hongroise des services d'eau (MaVíz), la qualité de l'eau potable en Hongrie est "confortablement" conforme aux réglementations de l'Union européenne. Le niveau de bêtaestradiol et de nonylphénol doit être surveillé régulièrement pour permettre aux fournisseurs d'eau d'agir rapidement en cas de traces croissantes. Conformément à la réglementation hongroise, les fournisseurs d'eau vérifient quotidiennement la qualité de l'eau en Hongrie.
- Mészáros és Mészáros a remporté un marché public pour développer le port de Csepel sur le Danube, au sud de Budapest. Le montant du marché s'élève à 1,1 Md HUF (3,1 M€).
- Mészáros és Mészáros a signé avec la direction nationale de la gestion de l'eau (OVF) l'appel d'offres pour développer le réseau d'eau à Apátfalva et Mezőhegyes (sud du pays, à la frontière roumaine) pour un montant net de 21,9 Md HUF (61,8 M€), comme il avait été annoncé dans la veille de novembre 2021. Le projet est rattaché au développement du haras d'Etat Mezőhegyesi Ménesbirtok.

REPUBLIQUE TCHEQUE

Fonds européens

- Selon le ministère des Finances tchèque, le pays a été en 2021 bénéficiaire net vis-à-vis de l'UE à hauteur de 88,8 Md CZK (3,5 Md€), dont 23,5 Md CZK (0,9 Md€) proviennent de l'avance versée au titre du plan national de relance. Ce bénéfice net est en hausse de 3,4 Md CZK (130 M€) par rapport à 2020. La République tchèque est bénéficiaire nette des fonds européens depuis son adhésion à l'UE en 2004.

Energie

- La proposition d'acte délégué complémentaire sur la taxonomie verte de la Commission a fait l'objet de nombreuses réactions publiques en République tchèque, généralement pour saluer l'inclusion du nucléaire et du gaz naturel. Toutefois les autorités tchèques ont proposé à la Commission plusieurs amendements au texte afin d'alléger les contraintes. Même si la plupart de ces amendements n'ont pas été acceptés, le Premier ministre Fiala a qualifié la proposition d'acte délégué comme « *un compromis politique acceptable* ». Concernant les amendements au texte, les autorités tchèques avaient demandé notamment que l'énergie nucléaire ne soit pas qualifiée d'énergie de transition, en soulignant la nécessité d'avoir des perspectives de long terme pour développer le nucléaire bien au-delà de 2040 et 2045. Elles ont émis aussi des réserves sur la date limite de 2050 pour les capacités stockage géologique profond. La République tchèque souhaite



également des conditions plus souples concernant l'inclusion du gaz. Le ministre de l'industrie et du commerce, Jozef Sikela, a souligné l'objectif de faire en sorte que les conditions fixées par la taxonomie soient réalistes et non discriminatoires. Le PDG de l'électricien national CEZ, Daniel Benes, soutient la position du gouvernement.

- La « Lex Dukovany » qui empêche la Russie et la Chine de participer à l'appel d'offres pour le réacteur nucléaire Dukovany 5, est entrée en vigueur le 1er janvier 2022. Cette loi porte également sur les modalités du contrat de rachat de l'électricité par le gouvernement, qui sera conclu pour une période de 30 ans, avec plusieurs extensions possibles de 10 ans.
- A l'occasion du vote de la confiance au gouvernement par les députés, le Premier ministre Fiala a marqué sa volonté de ne pas retarder le projet nucléaire de Dukovany 5, qu'il juge nécessaire au remplacement des sources d'énergie qui devront être fermées dans les années à venir. Le programme de la coalition affirme par ailleurs une volonté d'un "partenariat stratégique" avec la France en Europe sur l'énergie nucléaire. Le programme mentionne également l'objectif de trouver une solution contre la hausse du prix des quotas d'émissions de carbone et de l'énergie, en créant les conditions nécessaires à l'arrêt anticipé des centrales au charbon. L'objectif d'arrêt du charbon, qui a été fixé en 2038 l'année dernière, serait désormais fixé en 2033, voire même encore accéléré.

Transports et Infrastructures

- Le conseil des ministres a décidé de diminuer les réductions de tarifs de transport en commun pour les personnes âgées et pour les étudiants de moins de 26 ans introduits en 2018 par le précédent gouvernement, en passant le taux de réduction de 75% à 50% à partir du 1er avril 2022. Cette mesure pourrait rapporter au budget d'Etat près de 1,9 Md CZK (72,8 M€) par an. Cette aide concerne aussi bien les trajets en train qu'en bus, aux niveaux régional et national.

Ferroviaire

- Le ministère des Transports a indiqué que les lignes à grande vitesse ferroviaire seront construites conformément à une nouvelle loi sur les LGV, qui visera à faciliter la construction et l'exploitation des nouvelles lignes, et à faciliter l'obtention des autorisations de construction. Le projet de loi devrait être présenté d'ici la fin d'année. Le ministère a également approuvé les études de faisabilité concernant (i) la LGV Prague – Brno, élaboré par Sudop Praha et (ii) la LGV Brno-Ostrava élaboré par Egis Rail et Sudop Praha et a donné son aval pour le lancement des travaux. Le coût de la construction des deux lignes est estimé à 400 Md CZK (15,5 Md€). La construction des 1ères tranches devrait commencer en 2025, celle des tranches suivantes en 2027.
- Les principaux opérateurs de transport de passagers (České dráhy, RegioJet, Arriva et AŽD) ont fondé le 21 janvier l'Association des opérateurs ferroviaires de transport des passagers SVOD Bohemia dont l'objectif est de rendre le rail plus attractif et d'augmenter sa part de marché de 9 à 14% à l'horizon de dix ans. Les opérateurs comptent faire pression sur le gestionnaire d'infrastructures ferroviaires SŽ afin que ce dernier coordonne mieux les travaux en cours et gère mieux les nombreuses suspensions de service qui en résultent. En 2022, plus de 800 suspensions de service sont prévues sur 80 lignes avec une limitation considérable de la vitesse, une capacité plus faible et les risques de retards fréquents pouvant décourager les passagers à utiliser ce mode de transport.

Routier

- Les péages routiers ont généré en 2021 des revenus de l'ordre de 14 Md CZK (542 M€), un chiffre record, en hausse de 23% par rapport à 2020. Cette hausse est due à la fois à l'introduction d'une redevance supplémentaire pour la pollution atmosphérique et sonore à partir du 1er janvier 2021 ainsi qu'à l'extension du réseau soumis à péage de près de 400 km de routes de 1ere catégorie. Au total les routes soumises à péage représentent une longueur totale de 2 850 km.
- Selon le recensement national de la circulation routière, le volume du trafic sur les routes et les autoroutes tchèques a augmenté de 10% par rapport à l'année 2016 (+16% sur le réseau autoroutier, +9% sur le réseau routier). La plus forte augmentation, plus de 20%, a été observée pour les camions. L'autoroute D1 (Prague-Brno) reste la plus empruntée. Les résultats du recensement ont montré l'effet positif des contournements nouvellement ouverts sur l'intensité du trafic dans les villes de transit.
- Le producteur tchèque de poids lourds Tatra Trucks s'est associé à l'entreprise Devinn, au Centre de recherche Řež du Groupe de l'Institut de recherche nucléaire et à l'Université de technologie chimique pour développer d'ici 2023 un prototype de camion électrique avec une pile à combustible à hydrogène. Ce développement est financé par une subvention de 36 M CZK (1,4 M€) de l'Agence technologique tchèque (TA CR) à partir du programme TREND.



Transport aérien et spatial

- En 2021, la fréquentation de l'aéroport de Prague a augmenté de 19% par rapport à l'année précédente avec un total 4,4 M de passagers, contre 3,7 M en 2020 (le plus mauvais taux de fréquentation depuis 25 ans) mais est encore inférieur de 75% à celui de 2019 avant la crise (17,8 M). Au total 61 000 vols ont été enregistrés (+13% sur un an). La direction de l'aéroport estime que le retour aux chiffres d'avant crise n'interviendra pas avant 2026. Actuellement, l'aéroport dessert 138 destinations dont 85 directement. Les prévisions pour 2022 tablent sur 8,6 M de passagers.
- La compagnie aérienne Smartwings, plus grand opérateur sur l'aéroport de Prague, a transporté au total 2,5 M de passagers sur les vols réguliers et charters, soit un triplement par rapport à l'année précédente. La compagnie a opéré des vols vers 80 destinations. Outre la République tchèque, l'opérateur a exploité des vols au départ de Pologne, de France, d'Allemagne, d'Israël, de Hongrie, de Slovaquie et des îles Canaries. En juillet 2021, Smartwings a été classée 2ème compagnie aérienne la plus ponctuelle en Europe et 4ème au monde parmi 288 compagnies.

Environnement

- Selon Eurostat, la République tchèque compte parmi les pays ayant la part la plus faible de sources d'énergie renouvelable dans la consommation d'électricité (seulement 15% en 2020, contre 37% pour l'UE en moyenne). La République tchèque s'était fixée un objectif de 22% d'ici 2030 mais cet objectif devrait être revu à la hausse au regard des engagements climatiques européens. Dans ce contexte, le gouvernement a annoncé la révision de la stratégie énergétique de l'Etat de long terme d'ici 2023 (la stratégie actuellement en vigueur ayant été adoptée en 2015).
- A la suite de l'arrêt de la CJUE, saisie par la République tchèque, sanctionnant la Pologne pour l'exploitation de la mine de lignite Turow, à la frontière tchèque, et des négociations entre Varsovie et Prague, un accord a été conclu le 3 février entre les Premiers ministres Fiala et Morawiecki. La Pologne construira un mur souterrain de protection des nappes phréatiques censé limiter les nuisances pour la population tchèque proche de la mine, et s'engage à payer un dédommagement de 45 M€ à Prague, qui de son côté a retiré sa plainte auprès de la CJUE. Pour autant, l'accord, d'une durée de cinq ans, n'aura pas d'impact sur la poursuite de l'exploitation de la mine, ce qui vaut aux deux pays des critiques d'associations environnementales, à commencer par Greenpeace. Ce compromis constitue néanmoins un premier succès diplomatique et régional pour le Premier ministre Fiala.
- Le producteur national d'électricité tchèque ČEZ a commencé à tester la première centrale photovoltaïque installée à la surface de l'eau à Štěchovice en Bohême centrale. Des panneaux solaires d'une puissance de 22 kW recouvrent une partie du réservoir supérieur de la centrale hydroélectrique à accumulation par pompage. D'ici l'été, les performances de l'équipement de test seront multipliées par cinq environ. Si cette expérimentation s'avère un succès, le développement de ce type d'équipement permettra d'accroître la production d'énergie à partir de sources renouvelables.

SLOVAQUIE

Energie

Electricité

- Fin janvier 2022, l'Autorité de régulation a changé la formule de calcul du prix de l'électricité pour les ménages. Jusqu'à présent, le prix de l'énergie électrique était basé sur le prix du marché au premier semestre de l'année n-1, mais, désormais, le prix sera calculé à partir de la moyenne du deuxième et troisième trimestre de l'année n-1. Par cette modification, pour les prix régulés en 2023, l'Autorité veut limiter l'impact des prix trop élevés du début de l'année 2022. Selon le président de l'Autorité, il s'agit d'une décision clef car l'Autorité perçoit les indices du marché selon lesquels les prix de l'électricité qui sont sous une haute tension devraient diminuer à la fin de la période de chauffage. Par ce biais, l'Autorité utilise au maximum les possibilités offertes par la législation slovaque.
- Selon le Réseau de transmission électrique slovaque (SEPS), la production d'électricité a dépassé 30 TWh en 2021, soit une hausse de 3,7 % en glissement annuel (+1,1 TWh). La croissance de la production vient notamment de la croissance de la production réalisée dans les centrales aux combustibles fossiles dont notamment le gaz (+20 %). Les centrales nucléaires assurent plus de la moitié de la production d'électricité (52,3 %), suivies par les centrales aux combustibles fossiles (24,2 %) et les centrales hydrauliques (15,3%). Ces dernières ont connu la baisse de production de 4,9 TWh à 4,6 TWh. Quant à la consommation, celle-ci a atteint 30,084 TWh en croissance de 1 %.



Gaz

- Les réservoirs de gaz sont remplis à hauteur de 30 % soit le plus bas niveau des dix dernières années, la moyenne européenne étant de 36 %. Le ministre de l'Economie assure les citoyens slovaques qu'il n'y pas de motif d'inquiétude. Les analystes avertissent que les risques sont plus d'ordre géopolitique (conflit entre la Russie et l'Ukraine) que d'ordre climatique car l'hiver est pour l'instant doux. Pour mémoire, la capacité de stockage de gaz sur le territoire slovaque s'est établie à 4,01 Md m³ en 2020 et les opérateurs slovaques gèrent aussi un réservoir de 0,65 Md.m³ situé en République tchèque ; la consommation était de 5,2 Md m³ en 2020.

Chaleur

- Depuis le 1er janvier 2022 la société publique MH Teplarensky holding, qui gère six centrales de chauffage urbain (à Bratislava, Trnava, Zilina, Martin, Zvolen et Kosice) a un nouveau directeur général. M. Marcel Vratny remplace à cette position M. Lubos Lopatka. M. Vratny a travaillé depuis 2004 pour le groupe Veolia en République tchèque pour devenir son directeur technique en octobre 2015 avant d'intégrer les équipes de MH Teplarensky holding en août 2020. Il a pour mission de réaliser la fusion des six centrales publiques en une entité.

ENR

- La Slovaquie a atteint son objectif des énergies renouvelables fixé pour 2020. Selon les données d'Eurostat, la part des énergies renouvelables a atteint 17,35 % en 2020 tandis que l'objectif fixé était de 14 %. La Slovaquie a rempli cet objectif grâce à l'ajustement des données relatives à la biomasse. En effet, cet ajustement a augmenté la part des énergies renouvelables de 11,9% en 2018 à 16,9 % en 2019. La part la plus importante des énergies renouvelables a été atteinte dans le secteur énergétique (23 %) tandis que dans les transports la part demeure faible (9 %).
- Le soutien public aux énergies renouvelables connaîtra une importante modification. Les investisseurs ne vont plus bénéficier d'un soutien à la production mais le soutien sera orienté à l'investissement lui-même. Le président de l'Autorité de régulation, M. Andrej Juris souligne que le soutien aux énergies renouvelables ne s'effectuera plus en appui du fonctionnement des énergies renouvelables (aide à chaque MWh d'électricité produit). L'Autorité allouera le soutien correspondant aux coûts d'investissement. Ce nouveau modèle de soutien ne devrait plus dans l'avenir peser sur le prix final payé par le consommateur.
- La société ZSE Energia, filiale du groupe allemand E.On a déposé auprès des autorités slovaques pour examen environnemental son projet d'investissement relatif à la construction d'une batterie géante capable de stocker l'électricité dont notamment l'électricité verte. Cette batterie d'une capacité de 35 MWh devrait être construite à dix kilomètres de la centrale nucléaire de Jaslovske Bohunice. La construction devrait démarrer en 2024 et la batterie devrait commencer son fonctionnement en 2025. Les coûts d'investissement sont évalués à 24-32 M€. Selon ZSE Energia, ce projet contribuera au renforcement de la stabilité du réseau électrique et permettra de relancer la construction des centrales solaires et éoliennes dans le pays. Pour mémoire (voir la veille juillet-août 2021), ZSE planifie la construction de 12 batteries d'ici 2033 avec une capacité totale de 384 MW. La société veut profiter du financement européen issu du Mécanisme pour l'interconnexion en Europe. Certains concurrents dont par exemple le principal électricien du pays Slovenske elektrarne, ou le producteur de chaleur Veolia, demandent la publication d'un appel d'offres pour ces projets car ils sont aussi des prestataires des services de stabilisation du réseau électrique.

Nucléaire

- Le 24 janvier, l'Autorité de sûreté nucléaire a publié le projet d'autorisation définitive pour l'introduction du combustible dans le troisième bloc de la centrale nucléaire à Mochovce. Par ce fait, l'Autorité écarte les objections de l'ONG autrichienne Global 2000 portant sur la qualité du système d'isolation central, sur le groupe électrogène de secours à moteur diesel et sur la qualité des tuyaux. En effet, en 2020, l'Agence nationale d'investigation a ouvert une enquête sur la mauvaise qualité des tuyaux, non encore close. L'ONG Global 2000 a objecté l'autorisation relative à l'introduction du combustible rendue en mai 2021 en première instance par l'Autorité de sûreté nucléaire. Le projet d'autorisation du 24 janvier 2022 est un projet de décision en deuxième instance qui est une autorisation définitive. Les parties adverses auront la possibilité de s'exprimer et l'Autorité pourrait incorporer les commentaires dans la version définitive de l'autorisation. Pour autant, il n'y aura aucune autre procédure de recours. En prenant en considération tous les délais prescrits, d'après les estimations de Slovenske elektrarne l'autorisation définitive pourrait entrer en vigueur dans deux mois et demi. Sur le fondement de cette décision, Slovenske elektrarne pourrait mettre la



centrale graduellement en marche. Ce processus jusqu'à la pleine performance prendra 5 mois supplémentaires, la centrale étant complètement opérationnelle vers août-septembre 2022.

- Pour mémoire, les travaux sur deux blocs nucléaires 3&4 ont démarré à la fin des années 1980 avant d'être suspendus dans les années 1990 faute de financement. Les travaux ont redémarré en 2008 en tant que résultat de la privatisation (2006) et l'engagement de l'investisseur italien ENEL de relancer la construction. Depuis, l'achèvement des travaux a été retardé de plusieurs années. En outre, la construction s'est considérablement renchérie puisque les coûts estimés initialement à 2,8 Md€ sont aujourd'hui évalués à 6,2 Md€. Ce renchérissement continu des travaux fait de Slovenske elektrarne l'une des sociétés slovaques les plus endettées. Le lancement de production sur le troisième réacteur devrait avoir un impact positif sur la santé financière de Slovenske elektrarne en cette période de crise des prix de l'électricité (hausse des rentrées issues de la vente de l'électricité). La puissance installée de 471 MW du troisième réacteur permettra de couvrir 13 % de la consommation d'électricité du pays. Le deuxième bloc nucléaire devrait être opérationnel dans deux ans.
- Afin d'augmenter les ressources financières pour lutter contre la hausse des prix de l'énergie, le 9 février, le gouvernement a approuvé le projet de loi sur l'imposition extraordinaire de l'électricité produite par les centrales nucléaires. Cette année, le projet de loi prévoit des rentrées fiscales supplémentaires à hauteur de 50 M€ et de 300 M€ dans les prochaines années. Les autorités prévoient d'imposer les revenus exceptionnels (du fait de la hausse des prix de l'énergie) par un taux de 50 %. Le gouvernement demande au parlement d'approuver la loi en procédure accélérée pour qu'elle puisse entrer en vigueur le 1er mars 2022.
- En parallèle, les autorités slovaques ont présenté les aides offertes en 2022 (dont le montant correspond aux rentrées fiscales supplémentaires) aux écoles primaires et secondaires qui devraient percevoir 30 M€, aux hôpitaux (12 M€) et aux établissements sociaux (10 M€). Il devrait s'agir aussi des établissements culturels et vraisemblablement aussi des bâtiments résidentiels avec leur propres chaudières et donc ne sont pas protégés par les prix de chaleur régulés.
- La société Slovenske elektrarne, principal électricien du pays, est la seule société visée par la nouvelle taxe car il s'agit du seul opérateur des centrales nucléaires dans le pays. Selon Slovenske elektrarne, l'adoption d'une telle loi sans l'analyse de ces impacts sur l'entreprise pourrait mener à la faillite et à la suspension du lancement du troisième bloc nucléaire à Mochovce. En effet, d'après les estimations de Slovenske elektrarne, la nouvelle taxe pourrait être supérieure aux bénéfices de la société.

Transports

- Le 26 janvier, le gouvernement réuni en Conseil des ministres a adopté deux documents relatifs au transport intelligent et durable. Tout d'abord, il s'agit de la « Stratégie pour la mobilité intelligente et durable de la Slovaquie » et du « Plan à long terme face aux enjeux dans le transport routier et dans la mobilité intelligente pendant les années 2021-2030 ». Ce plan comprend également en annexe le plan d'action pour les années 2021-2025. Les documents ont été rédigés par le ministère des Transports qui doit remplir les mesures du Plan d'action de la transformation numérique de la Slovaquie pendant les années 2019-2022 dans le cadre du thème de la Mobilité intelligente qui fait partie de l'objectif stratégique. La stratégie prend en considération non seulement le transport tel quel mais aussi les infrastructures et les enjeux de l'industrie automobile. Le ministère met en exergue le poids de l'industrie automobile dans le pays : 49,5% de la production manufacturière, 46,6 % des exportations slovaques, 177 000 emplois directs et 275 000 emplois indirects. Le processus de transformation représente une réelle opportunité pour la recherche slovaque et pour tout le potentiel d'innovation slovaque. Avec l'industrie automobile, ils peuvent établir une base effective pour le renforcement de la compétitivité de l'économie slovaque et pour la transformation vers un nouveau niveau de production et de développement.

La mobilité intelligente a pour objectif la fourniture des services de mobilité écologique, sûrs et effectifs. Parmi les plus grands défis du transport on retrouve la réduction des gaz à effet de serre, la soutenabilité du transport en parallèle de la hausse de la qualité des services fournis et la hausse de la sûreté et de l'efficacité. La stratégie reconnaît que les infrastructures insuffisantes tant en matière de transport que numérique sont les plus grands enjeux liés à la mise en œuvre pratique de la mobilité intelligente. La stratégie énumère ces étapes majeures :

- A l'horizon 2030 assurer le transport multimodal de passagers, continu grâce à la vente de billet unifié
- A l'horizon 2030 assurer la multimodalité et l'interopérabilité entre les différents modes de transport



- Le réseau multimodal transeuropéen équipé pour le transport durable et intelligent par l'interconnexion à haut débit sera à disposition pour le fonctionnement de base à l'horizon 2030 et pour le fonctionnement complet à l'horizon 2050
- A l'horizon 2050 le nombre de décès de tous les modes de transport devrait être presque nul
- A l'horizon 2050 presque toutes les voitures, les vans et les bus ainsi que les poids lourds seront à faibles émissions.

Quant au plan à long terme, trois objectifs à long terme sont définis avec des objectifs spécifiques :

- Utilisation des avantages de la mobilité intelligente dans le fonctionnement quotidien
 - Données meilleures et mieux structurées pour les décisions intelligentes dans la politique de transport
 - Services de mobilité intelligente meilleurs, plus neufs et sûrs pour le transport individuel et public
 - Meilleure infrastructure pour la mobilité intelligente
 - Suppression des barrières législatives pour l'utilisation à part entière des avantages de la mobilité intelligente
 - Cadre institutionnel de la mobilité intelligente dans le domaine public
 - Augmentation de la compétitivité de l'écosystème de la mobilité et amélioration de l'environnement de soutien pour le développement de la mobilité intelligente
 - Stimulation du développement de la mobilité intelligente par l'intermédiaire du soutien à la science, à la recherche et aux activités d'innovation dans les entreprises et dans les institutions académiques
 - Système de transport durable et résistant dans les régions
 - Utilisation de la mobilité intelligente pour la décarbonation du transport.
- En 2021, la Police a enregistré 11 869 accidents routiers en Slovaquie, en très légère baisse (-6) par rapport à l'année précédente. Il s'agit de la meilleure année jamais observée, également pour le nombre de personnes gravement blessées (853, en baisse de 61). Toutefois, le nombre de personnes tuées lors des accidents a atteint 226 personnes (+1). En 2021, 54 piétons ont été tués (+12) ainsi que 15 cyclistes (-5).

Transport routier

- Selon la société SkyToll, chargée du péage électronique relatif aux poids lourds, en 2021, les recettes issues du péage électronique ont atteint 230,56 M€. Par rapport à l'année dernière, les recettes ont progressé de 9,4 % et par rapport à 2019 les recettes ont augmenté de 4,3 %. La plus grande partie du péage provient des autoroutes et des voies express (157,13 M€) tandis que les routes nationales assujetties au péage représentent le reste (73,39 M€). Les opérateurs de véhicules enregistrés en Slovaquie ont contribué à hauteur de 52,2 % de ce montant. S'agissant des utilisateurs étrangers, il s'agit en particulier des véhicules en provenance de la Pologne, de la République tchèque et de la Hongrie. Les poids lourds de 12 t et plus avec deux essieux ont payé 189,54 M€ soit 82,2 % du montant total. Au 31 décembre, SkyToll comptabilise 287 554 émetteurs de bord enregistrés dont 75,1 % pour les véhicules immatriculés à l'étranger. Depuis le lancement du péage électronique en 2010, les recettes totales se sont établies à 2,25 Md€.

Transport ferroviaire

- La direction de la société ferroviaire publique Zeleznice Slovenskej republiky (ZSR) chargée des infrastructures ferroviaires a signé la convention avec les unions syndicales en matière de hausse du salaire en 2022. A partir du 1^{er} avril 2022, les salaires vont augmenter de 45 € / mois. Pour mémoire, ZSR est l'un des plus grands employeurs dans le pays avec ses 13 500 employés.
- La société ferroviaire publique chargée du transport de passagers ZSSK rencontre une pénurie très prononcée de ses conducteurs. Avec la Covid, elle n'est pas en mesure d'assurer ses trains surtout dans la région de la capitale et plusieurs de ses trains ont été annulés non seulement en début de janvier 2022 mais aussi en février. ZSSK évalue ce manque à hauteur de 170 conducteurs. ZSSK fait aussi face à la fuite de ses conducteurs vers la concurrence du fait de meilleurs salaires. Pour pallier cette pénurie, ZSSK a adopté deux mesures. Tout d'abord, le nombre des heures travaillées des cheminots (actuellement 32,5 heures / semaine) va augmenter pour s'approcher de la moyenne régionale (36 heures en République tchèque). Le nombre des heures travaillées devrait augmenter de 15 heures / mois ce qui correspond au total à 60 cheminots en plus. Deuxièmement, les salaires des conducteurs progresseront de 180 € cette année et de 80 € en 2023. Afin de persuader les nouveaux conducteurs, ZSSK attribuera une prime



d'embauche de 3 000 € et un complément de paiement de 400 € / mois pour cofinancer l'hébergement aux conducteurs en provenance d'autres régions slovaques.

- Le 8 février, le ministère des Transports et de la construction, la société publique chargée des infrastructures ferroviaires ZSR et la mairie de Bratislava ont signé un mémorandum concernant la reconstruction de la gare ferroviaire centrale à Bratislava. Les trois entités se sont mises d'accord sur le lancement d'un concours international d'architecture d'ici la fin de l'année 2022 mais pour l'instant, elles sont toujours en phase de collecter les données pour le cahier des charges : études économiques, urbanistiques et de transport. Le ministre Andrej Dolezal a mis en exergue que l'Etat ne disposerait pas de ressources financières suffisantes pour cette opération c'est pourquoi il compte sur la participation d'un investisseur privé.

Environnement

- La société municipale chargée des déchets à Bratislava, Odvoz a likvidacia odpadu (OLO), a présenté un nouveau projet d'incinérateur à hauteur de 110 M€. Pour mémoire, la Slovaquie dispose de deux incinérateurs, le premier est situé à l'ouest à Bratislava et le second à l'est à Kosice. OLO souligne qu'il s'agit non seulement de l'agrandissement de l'incinérateur mais aussi de sa modernisation et de son verdissement. Aux deux installations s'ajoutera donc une troisième avec une capacité d'incinération de 112 000 t de déchets / an. Pour autant, la capacité totale d'OLO n'augmentera que de 164 000 à 180 000 t/an car la capacité des deux chaudières d'une part diminuera après la modernisation, et d'autre part, l'une des chaudières sera positionnée en mode réserve (en cas de problème). Le nouvel incinérateur plus moderne sera en opération à l'été 2026. La production de chaleur progressera de 300 à 415 GWh/an ce qui pourrait assurer le chauffage à ¼ des habitants de Bratislava. La production d'électricité devrait également augmenter tandis que les émissions de CO₂ devraient baisser de 200 000 t / an. La durée de vie des deux anciennes chaudières sera prolongée de 10 ans jusqu'à 2037. En 2020, le résultat d'OLO a atteint 2 M€ avec un CA de 27 M€.

LITUANIE

Environnement

Pollution

- Des produits pétroliers fortement nocifs ont coulé dans la rivière Dané à Klaipėda. La contamination a eu lieu par la lagune de Courlande. La découverte de cet incident le 31 décembre a poussé les autorités à déclarer l'état d'urgence dans cette zone. L'incident a été localisé le jour même et des travaux de décontamination ont commencé. Cette affaire vient rappeler le scandale Grigeo Klaipėda, cette usine qui a rejeté pendant des années ses eaux usées non traitées dans la même lagune de Courlande, aujourd'hui fortement polluée par les activités industrielles du port de Klaipėda.
- Le scandale Grigeo Klaipėda poursuit son parcours juridique. Le procureur de la région de Klaipėda a transféré à la Cour de justice le dossier Grigeo Klaipėda, du nom de l'usine qui a rejeté durant des années ses eaux usées non traitées dans la lagune de Courlande dans des proportions qui dépassaient plus de cent fois les limites autorisées. Pour rappel, après la révélation du scandale en janvier 2020, le département de protection de l'environnement qui dépend du ministère de l'Environnement a déposé une plainte de 48 M€ contre l'usine.
- Le 12 janvier, le Seimas a rejeté une loi proposant de supprimer la taxe d'immatriculation des voitures et de maintenir exclusivement la taxe annuelle de pollution. Le ministre de l'Environnement S. Gentvilas a déclaré que les consultations se poursuivraient avec le gouvernement sur le devenir de la taxe. Le projet de loi prévoyait que les véhicules rejetant plus de 130 g CO₂ par km fussent taxés à partir de 2023 à hauteur de 56 centimes d'€ par gramme rejeté dans l'atmosphère. Les vieilles voitures roulant au diesel auraient été plus sévèrement taxées et la règle se serait étendue aux voitures émettant 100 g CO₂/km à partir de 2026. 54% des propriétaires lituaniens de voiture auraient été affectés par la taxe pour un montant annuel d'au moins 100 €.

Finance verte

- Invest Lithuania, via son fond Staff II qui investit dans les forêts et terrains en région baltique et Europe de l'Est, après avoir acquis près de 164 hectares de terres en Lituanie pour un montant de 990 000 € en novembre, vient d'acheter 744 hectares de terres en Lettonie. Ces terres très arables représentent une étape de plus d'Invest Lithuania dans ses achats de forêts et de terres agricoles de haute qualité.
- Le fond d'infrastructures BaltCap octroiera via sa filiale Forest Investment un prêt de 6 M€ pour la construction à Alytus d'une centrale de production de chaleur et d'électricité à base de biomasse. Ce projet



développé par l'entreprise Biovats devrait être fonctionnel en 2023 et produire alors 2,5 MW d'électricité grâce à sa turbine et 12 MW de chauffage.

- Ignitis, l'entreprise publique lituanienne d'énergie, continue d'étendre son champ d'action en Pologne avec l'acquisition pour 700 M€ d'un projet de parc éolien de 50 MW. Ces éoliennes devraient commencer à produire de l'électricité qui pourra être commercialisée en 2023. Ignitis est déjà propriétaire en Pologne d'un parc éolien d'une capacité de 94 MW dans la région historique de Poméranie et développe un parc solaire de 250 MW. Par ailleurs, le fond d'innovation d'Ignitis a vu la valeur de son capital augmenter de 18,9 M€ en 2021. Ses investissements couvrent dix-huit entreprises et jeunes pousses réparties dans huit pays.
- Le projet de finance durable mené conjointement par le ministère des Finances de Lituanie, la Commission européenne et la BERD vient d'aboutir à un rapport contenant un ensemble de recommandations pour le secteur : le plan d'action de finance durable (PAFD). Le PAFD encourage notamment la création d'un institut de finance verte en Lituanie. La Lituanie entend devenir un centre régional de la finance verte. Des propositions en la matière devraient être transmises au Gouvernement courant premier semestre de 2022.

Engrais

- Malgré l'entrée en vigueur le 8 décembre des sanctions américaines contre l'entreprise contrôlée par l'Etat biélorusse produisant les potasses Belaruskali, la Lituanie continue d'importer des engrais biélorusses par voie ferroviaire. Ces événements ont provoqué un scandale politique qui a poussé les ministres du Transport et des Affaires étrangères à remettre leur lettre de démission à la Première ministre qui les a refusées. Le PDG de la compagnie de chemins de fer lituanienne LTG a quant à lui démissionné. Le Trésor américain ayant notifié aux différentes parties que les sanctions contre Belaruskali ne s'appliquaient pas à LTG, une solution juridique est actuellement en préparation par le Gouvernement pour que les imports d'engrais potassiques biélorusses soient définitivement arrêtés. En attendant, les contrats et les paiements ayant été passés et effectués avant l'entrée en vigueur des sanctions, le transport de potasses biélorusses en Lituanie se poursuit.
- Le 12 janvier, le gouvernement a décidé que le contrat de la compagnie ferroviaire publique des chemins de fer lituanien avec l'entreprise biélorusse de potasse Belaruskali devait être résilié car il n'était pas conforme aux intérêts de la sécurité nationale. Cette décision fait suite à la conclusion similaire prise en décembre par la commission gouvernementale spéciale diligentée sur les accords conclus par les entreprises stratégiques. A l'issue de la réunion du cabinet, le ministre des Transports et des Communications Marius Skuodis a déclaré qu'à partir du 1er février le contrat ne serait plus valable et que les exportations d'engrais s'arrêteraient. Pour rappel, environ 11 Mt d'engrais biélorusses étaient transportés annuellement via la Lituanie jusqu'au port de Klaipėda. Les exportations n'ont pas cessé après l'entrée en vigueur des sanctions américaines le 8 décembre car la société biélorusse avait versé une avance couvrant les transports pour plusieurs mois. Cette décision vient mettre fin au scandale politique qui a failli faire tomber le Gouvernement courant décembre.

Verdissement

- La cour des comptes lituanienne souhaite devenir une « institution verte » dans le cadre du verdissement du secteur public lituanien. Elle vient d'abandonner ses voitures polluantes pour les remplacer par un seul véhicule électrique. Depuis début 2021, l'électricité consommée au sein de l'institution provient exclusivement de parcs éoliens et les sources d'énergie renouvelable devraient également fournir le bureau en chauffage et en climatisation dans les années à venir.

Energie

- La Lituanie a ratifié la loi d'adhésion à l'Agence internationale de l'énergie (AIE) qui œuvre pour la fiabilité, l'accessibilité et la durabilité de l'énergie. L'organisation est l'acteur mondial du dialogue énergétique. Selon le Président, la participation à l'AIE permettra à la Lituanie d'atteindre plus rapidement la transformation du secteur énergétique et la neutralité climatique, ainsi que de partager les meilleures pratiques dans le domaine de l'énergie avec d'autres pays.

Electricité

- Après une augmentation de 111% des prix de l'électricité en glissement de trois semaines sur le mois de novembre, l'inflation de l'électricité se poursuit. En décembre, le prix moyen de l'électricité s'est établi à 212 € par MWh, soit 66% de plus qu'en moyenne sur le mois de novembre. L'inflation n'est pas spécifique à la Lituanie puisque le prix moyen de l'électricité a augmenté sur l'entièreté du marché Nord Pool (+75% pour atteindre 147 € par MWh). En décembre, la Lituanie a produit 31% de sa consommation électrique



finale. Ses plus grands fournisseurs d'électricités furent la Scandinavie (33% des imports de décembre) via l'interconnexion NordBalt et la Lettonie (39%). Les exports lituaniens d'électricité ont diminué de 19% par rapport à novembre. Ils continuent de se diriger particulièrement vers la Pologne (86% des exports).

- Litgrid et PSE, les exploitants des réseaux de transport d'électricité lituanien et polonais, ont effectué le 4 décembre un test de soutien d'urgence sur l'interconnexion polono-lituanienne. L'essai visait à vérifier les capacités de restauration et de démarrage à froid du système lituanien en utilisant l'interconnexion et les autotransformateurs nouvellement installés dans la sous-station d'Alytus.
- La construction en Lituanie de quatre centres de stockage électrique de capacité de 50 MW a débuté. Financé par la Facilité pour la reprise et la résilience (FRR) sous forme de prêt à Energy Cells, une filiale de EPSO-G, ce projet permettra le stockage de 200 MW d'électricité. Les 109 M€ de coût couvriront la maintenance et les services après-vente des quinze années à venir. Les centres se situent à Vilnius, à Siaulai, à Alytus et à Utena.
- En Lituanie, l'inflation annuelle des produits énergétiques a été particulièrement élevée en 2021 : 59,8% pour le chauffage, 52,8% pour les carburants solides, 51,3% pour les bonbonnes de gaz liquéfié destinées à un usage culinaire, 45,2% pour les carburants liquides, 41,8% pour le gaz liquéfié utilisé pour le transport, 39,9% pour le gaz naturel, 35,4% pour le diesel, 33,5% pour le pétrole. Le prix de l'électricité a explosé en fin d'année, le prix moyen du mois de décembre (212 € par MWh) étant 66% supérieur à celui de novembre. En novembre, entre le 8 et le 29, le coût de l'électricité en Lituanie avait déjà plus que doublé passant de 74,45 € par MWh à 157,3 € par MWh. Pour pallier l'explosion des prix de l'électricité, les députés du parti d'opposition, l'Union des paysans et Verts (LVŽS), ont enregistré des amendements à la loi relative à la TVA suggérant de la réduire de 21% à 9% sur l'électricité pour les ménages.

Astraviets

- La Lettonie n'a pas porté plainte auprès de la Commission européenne contre la Lituanie pour sa décision d'arrêter la circulation d'électricité entre les deux pays. Le ministre lituanien de l'Énergie Dainius Kreivys s'en est félicité, indiquant que la Lituanie avait agi en parfaite conformité avec la loi lorsqu'elle avait suspendu les échanges électriques avec la Biélorussie lorsque celle-ci avait mise en état de marche un deuxième réacteur nucléaire à Astraviets.

Gaz

- Le gestionnaire du réseau de transport de gaz lituanien Amber Grid qui s'efforce de maximiser ses activités et de réduire l'impact négatif sur l'environnement, a créé et testé une technologie innovante : un drone qui détecte les fuites de méthane. Un deuxième drone, de transmission de vues, lui a également été fourni. Ils vont compléter l'arsenal des équipements assurant la sécurité et la fiabilité du réseau gazier d'Amber Grid. Pour rappel, le système de transport du gaz contient 2 115 gazoducs de haute pression, 64 stations de distribution et deux stations de compression dans les districts de Sirvintai et Panavezys.
- La Lituanie a invité les entreprises polonaises à participer cet été à une vente aux enchères pour la réservation de capacité à long terme - de 5 à 10 ans - du gaz naturel liquéfié lituanien (GNL) à Klaipėda. Le 13 janvier, la vice-ministre de l'Énergie, D.Garbaliauskaitė, a rencontré à Varsovie Anna Moskwa, ministre polonaise du Climat et de l'Environnement, et l'a informée des possibilités pour les entreprises polonaises d'importer du gaz naturel en Pologne via le terminal de Klaipėda (communiqué de presse du ministère de l'Énergie).
- Amber Grid, l'opérateur du système de transmission du gaz de Lituanie, a terminé la construction de la partie lituanienne du gazoduc reliant la Pologne à la Lituanie baptisé GIPL. Les 165 kilomètres de pipeline lituanienne sont remplies depuis le 1er janvier 2022 de gaz qui circule. Le coût total de GIPL a été de 500 M€ pour un gazoduc d'une longueur de 508 km et de diamètre 700 mm, le projet ayant été financé par l'UE à hauteur de 60%. Les capacités annuelles de transfert s'établissent à 27 TWh en direction des pays baltes et à 21 TWh en direction de la Pologne. La Pologne prévoit de finaliser la construction de sa section du gazoduc au milieu de l'année.

Nucléaire

- L'entreprise publique Centrale nucléaire d'Ignalina (IAE) a rendu public le 17 janvier un appel d'offres pour la démolition de l'installation de stockage des déchets radioactifs de Maišiagala (MRWSF). Dans le cadre du projet de démolition préparé, il est prévu de construire un bâtiment temporaire en profilés d'aluminium et panneaux multicouches ("caisson") - un bâtiment d'une centrale nucléaire, dans lequel l'entrepreneur devra installer des systèmes de ventilation, de contrôle des radiations, d'éclairage, d'alarme incendie et autres. Après la signature de l'accord au deuxième trimestre de 2022, le vainqueur de l'AO devrait construire l'infrastructure au deuxième trimestre de 2023.



- Le président de la République Gitanas Nausėda a déclaré que la Lituanie pouvait envisager de lancer la construction de réacteurs nucléaires modulaires de faible puissance (SMR). Le pays doit accélérer la restructuration de son secteur énergétique pour le rendre plus résistant aux flambées des prix, tout en augmentant la part des énergies vertes et en diversifiant les sources d'achat d'énergie.

Coopération baltique

- Le Conseil national de régulation de l'énergie (VERT) a approuvé la proposition de LitGrid AB concernant la création d'un centre régional baltique de coordination des opérateurs des systèmes de transport d'énergie. L'enjeu principal sera celui de la coordination de la synchronisation électrique des pays baltes avec le réseau électrique continental européen.

Infrastructures

Routier

- Le plan de développement national des pistes cyclables vient d'être présenté. Ce plan contient une carte du développement des pistes cyclables, une multiplication par trois des financements, une coopération étroite avec les municipalités clarifiant les besoins et des règles de circulation plus favorables aux cyclistes. La carte visuelle interactive de la Lituanie, créée en collaboration avec l'administration routière lituanienne, affichera les itinéraires et les pistes cyclables existants. Au début de l'année 2022, la carte sera complétée par les pistes cyclables dont la construction et la reconstruction sont prévues. Elle sera ensuite mise à la disposition du public.
- Depuis 1er janvier 2022, de nouveaux amendements aux règles de circulation routière sont entrés en vigueur. Un couloir d'urgence a été créé, l'ordre de stationnement aux bornes de recharge des véhicules électriques ajusté, une interdiction de stationnement à l'intersection de la rue et de l'entrée du territoire établie, une réglementation plus claire et une harmonisation de la procédure de demi-tour aux intersections régulées par des feux de circulation établies, et une plus grande attention est dorénavant accordée à la circulation des véhicules de personnes à mobilité réduite.

Réseau transeuropéen de transport

- Lors du conseil TTE du 9 décembre, la vice-ministre du Transport Loreta Maskaliuvienė a informé la commissaire européenne aux Transports de son souhait d'inclure Klaipėda au réseau transeuropéen de transport (TEN-T). Cette volonté fait suite à la loi sur planification territoriale approuvée par le Gouvernement en septembre qui assigne au ministère du Transport et des Communications la préparation d'une étude de faisabilité sur l'inclusion de Klaipėda au TEN-T.
- Lors de la visite du ministre français délégué chargé des Transports Jean-Baptiste Djebbari, le ministre lituanien du transport Marius Skuodis a évoqué le souhait que Klaipėda soit rattaché au réseau transeuropéen de transport. Il a sollicité un soutien de la présidence française en la matière. En Lituanie, le trafic ferroviaire représente seulement 1% des déplacements contre 12% en France.

Ferroviaire

- Le ministère du Transport et des Communications a approuvé l'alternative S5 également connue sous le nom d'alternative du Nord S5 pour construire la connexion ferroviaire entre Kaunas et Vilnius dans le cadre de Rail Baltica. Elle a été considérée comme celle ayant le plus faible impact financier, social et environnemental par l'ensemble des acteurs du projet.

Aéroportuaire

- L'aéroport de Vilnius a achevé la modernisation chiffrée à 36 M€ de son aérodrome qui possède désormais une capacité d'accueil de l'aéroport de 10 millions de passagers par an, contre 5 millions auparavant. Les trois années de reconstruction ont vu l'avènement de nouvelles voies de taxi, l'élargissement des couloirs de circulation des avions et le verdissement des activités aéroportuaires. La majorité du coût a été lié à l'extension de la plateforme nord (14,1 M€) tandis que plus de 7 M€ ont été consacrés aux systèmes de drainage et de gestion des eaux usées. Environ 1 000 lampes à LED ont été installées sur les pistes. En parallèle, l'aéroport de Vilnius s'apprête à accueillir ses premières navettes électriques de liaison entre le terminal et le tarmac.

Paquet mobilité

- Le ministère lituanien des Transports et des Communications a demandé le 13 décembre à la Commission européenne de prendre sans délai une décision visant à abroger la disposition du paquet Mobilité obligeant



les camions à retourner périodiquement dans leur pays d'immatriculation. Cette norme perçue comme discriminatoire par la Lituanie l'a amenée à porter un recours devant la Cour de justice de l'Union européenne (CJUE).

LETTONIE

Visite ministérielle

- Lors de son déplacement à Riga le 10 janvier 2022, le Ministre délégué chargé des transports, Jean-Baptiste Djebbari, a effectué une visite de terrain consacrée au chantier de la nouvelle gare ferroviaire de Riga où la société française Egis, associée à la Deutsche Bahn, supervise les travaux lancés pour adapter la gare à la future ligne à haute vitesse Rail Baltica (contrat de 23 M€, sur un coût global du nouveau nœud ferroviaire à Riga autour de 500 M€). Cette visite fut, pendant ce déplacement, un moment important de communication pour les industries ferroviaires françaises dans le cadre de l'important projet Interbalte Rail Baltica, financé à hauteur de 85% par l'UE (budget : 8,4 Md€). A son arrivée, le Ministre fut accueilli par M. Kaspars Vingris, CEO de EDzL (actionnaire letton de la coentreprise balte RB Rail) et par M. Agnis Driskna, CEO de RB Rail et par les chefs de projet des sociétés françaises Egis et Systra. Cette visite est intervenue à point nommé alors qu'un consortium franco-italien dont Systra est le leader (Systra – Egis et l'italien Italferr) vient de se voir attribuer le contrat CCS de design et d'ingénierie de la signalisation de la totalité de la ligne Rail Baltica. Si la signature de ce nouveau contrat n'a été officialisée que quelques jours après (le 18 janvier), le ministre a pu toutefois mentionner cette réussite française lors de la conférence de presse qu'il a tenue dans la foulée de la visite du chantier de la gare. A la suite de cette visite, un déjeuner sur le thème Rail Baltica s'est tenu à la résidence de France en présence des CEO de EDzL et de Rail Baltica, du Directeur Europe Continentale de Systra et du Directeur Balte d'Egis. Cette séquence ferroviaire fut particulièrement appréciée par les officiels lettons. Elle est d'autant plus importante pour la visibilité de l'offre française que de nouveaux appels d'offres importants sont prévus au cours de l'année 2022 pour lesquels des acteurs français ont exprimé leur intérêt.

Infrastructures

- Le 6 janvier 2022, la commission des affaires financières et administratives du conseil municipal de Riga a soutenu l'allocation de 4,2 M€ pour l'intégration de la ligne ferroviaire Rail Baltica dans l'infrastructure de la ville de Riga. L'objectif du projet est de garantir une mobilité facile et sécurisée des piétons, des cyclistes et des transports publics sur le territoire de la gare centrale de Riga. Le projet sera mis en œuvre jusqu'en décembre 2023. Le coût total du projet s'élève à 28 M€, dont 23,8 M€ financés par le fonds de cohésion de l'UE et 4,2 M€ par la Mairie de Riga.
- Au cours de cette année, l'aéroport international de Riga va poursuivre la modernisation de son système de manutention de bagages. L'introduction d'un nouveau système de traitement des bagages est la première étape de la préparation de la construction du nouveau terminal de l'aéroport, qui devrait être achevé d'ici 2027 et permettra d'augmenter la capacité d'accueil de l'aéroport jusqu'à 12 M de passagers par an. Dans le cadre de ce projet, dont le coût total s'élève à 4,5 M€, il est prévu d'installer des systèmes de convoyage et de tri de bagages, ainsi que des logiciels de gestion des bagages et de détection des erreurs du système. Afin d'améliorer le processus de contrôle des passagers, un système de détection d'explosifs (EDS) sera également installé. La nouvelle infrastructure de traitement des bagages de l'aéroport de Riga sera livrée, installée et intégrée aux systèmes de l'aéroport par l'entreprise Siemens Logistics.
- Trois groupements d'entreprises ont été sélectionnés pour participer à la deuxième étape de l'appel d'offres lancé par la coentreprise balte RB Rail, en charge du projet Rail Baltica, et portant sur la conception et la surveillance des 17 points régionaux de mobilité multimodale sur la ligne principale de Rail Baltica en Lettonie. Parmi les candidats retenus figurent les groupements d'entreprises Ardanuy Ingenieria S.A./TPF Getinsa Euroestudios S.L. (Espagne), RERE INECO (Lettonie, Espagne) et SIA BRD projekts/Sintagma S.R.L. (Lettonie, Italie). Le contrat avec le gagnant de l'appel d'offres devrait être signé en mai 2022.
- Le 18 janvier 2022, la coentreprise balte RB Rail, en charge du projet ferroviaire Rail Baltica, a signé un accord avec le groupement d'entreprises françaises Systra et Egis et l'entreprise italienne Italferr, portant sur la prestation de service d'ingénierie pour préparer l'élaboration, la mise en œuvre et la surveillance du sous-système de contrôle-commande et de signalisation des trains (Control-Command and Signalling engineering). Le montant total du contrat s'élève à 32,3 M€. L'équipe de projet assumera l'entière responsabilité de la gestion du projet et sera responsable de l'élaboration des solutions techniques, de la mise en œuvre des travaux, de la supervision technique de la conception, de la construction, de l'intégration des systèmes, des essais et de la mise en service, ainsi que de la mise en exploitation et de la période de notification de défauts du système de contrôle-commande et de signalisation.



Transports

- Le volume des marchandises traitées par les ports lettons en 2021 a représenté 41,7 Mt, en baisse de 7,2% par rapport à 2020. Les cargaisons en vrac, qui constituent plus de 48% des volumes transbordés, ont diminué de 5%. Le trafic de charbon a baissé de 43% (1,76 Mt), celui des produits chimiques, de 3% (1,78 Mt). Le volume des céréales et de copeaux de bois a également légèrement baissé de 0,3% (6,12 Mt) et 2,5% (2,01 Mt) respectivement. Les produits pétroliers représentent 92% du volume total des cargaisons liquides, en diminution de presque 26% par rapport à 2020. En revanche, le fret général a progressé de 5,6% (12,7 Mt), dont les produits de la filière bois de 14,6% et celui de transport en RO-RO, de 14,4%.
- En 2021, l'aéroport international de Riga a accueilli un total de 2,35 M de passagers, soit une hausse de 17% par rapport à l'année précédente, mais une baisse de 70% par rapport à 2019. Les voyageurs en transit ont représenté 22% de tous les passagers desservis par l'aéroport de Riga en 2021. 57% des vols accueillis par l'aéroport de Riga ont été assurés par la compagnie aérienne nationale airBaltic, tandis que 21%, par la compagnie irlandaise Ryanair. Grâce à l'ouverture à l'aéroport de Riga d'un nouveau centre de tri par le leader mondial de livraison express, DHL et la mise en place d'une liaison aérienne entre Riga et Hong Kong par la société de logistique Venipak, le volume de fret de marchandises a progressé de 20% par rapport à 2020 et de 2% par rapport à 2019.

ESTONIE

Energie

- Le ministère des Affaires Economiques étudie la possibilité d'offrir des garanties financières supplémentaires pour les projets énergétiques verts de grande ampleur, afin de les favoriser.
- En 2021, l'Estonie a produit 6,3 TWh d'électricité, soit 32% de plus qu'en 2020. Dans le même temps, la consommation d'électricité a atteint 9 TWh en Estonie, en hausse de 6% par rapport à 2020.
- En 2021, les énergies renouvelables étaient à l'origine de 2,6 TWh (+15,6% par rapport à 2020) de l'électricité produite, soit 41% du total. 59% de ces 2,6 TWh étaient issus de la biomasse, 28% de l'éolien et 12% du solaire. L'hydrogène représente toujours moins de 1% de l'énergie renouvelable produite en Estonie.
- Le projet de synchronisation du réseau électrique balte au réseau électrique polonais a reçu un nouveau financement européen, de l'ordre de 170 M€. Le projet entre dans sa dernière phase, centrée sur la modernisation du système de contrôle et d'information du réseau.
- Le Centre de Coordination Régional des pays Baltes (Baltic RCC), réunissant les GRT des trois Etats baltes, va commencer son activité le 1er juillet 2022. Il sera basé à Tallinn.
- En 2021, Elektrilevi, distributeur en charge du réseau électrique Estonien et filiale d'Eesti Energia, a dépensé 95 M€ afin d'améliorer la fiabilité et la sûreté de son réseau.

Prix de l'énergie

- En décembre 2021, la facture d'électricité moyenne d'un ménage se fournissant chez Eesti Energia était de 87 €, contre 50 € en décembre 2020. Cette moyenne est probablement inférieure à la moyenne nationale, 40% des estoniens se fournissant chez les concurrents d'Eesti Energia qui proposent des tarifs flexibles, plus sensibles aux variations des prix sur le marché de l'électricité.
- Le 18 janvier 2022, le gouvernement a annoncé trois mesures afin de limiter l'impact de la hausse des prix de l'énergie. En premier lieu, le gouvernement a supprimé tous les frais de services du réseau électrique et gazier pour les entreprises. En second lieu, l'Etat a fixé un prix plafond pour l'électricité de 0,12 € par kWh pour chaque ménage : au-delà de ce prix, l'Etat payera l'intégralité du surplus, dans la limite de 650 kWh. La même mesure est appliquée pour le gaz, au prix plafond de 65 €/MWh, dans une limite de 2,75 MWh. Ces mesures sont applicables jusqu'en mars 2022 et sont activées automatiquement. Les aides fournies sont cumulables avec les aides basées sur le revenu, proposées par le gouvernement en novembre 2021. Plus de 36 000 ménages ont demandé l'aide proposée par le gouvernement aux ménages les moins aisés. Le gouvernement prendra en charge 80% de la hausse des prix de l'électricité pour ces ménages de septembre 2021 à mars 2022 (avec effet rétroactif), dans une limite de 500 € par mois.

ENR

- L'entreprise Alexela va commencer à fournir du biométhane en 2022, essentiellement pour les véhicules poids lourds. Une première phase de tests a été menée, avec succès, sur les véhicules de l'entreprise.
- L'entreprise estonienne Sunly a racheté l'entreprise polonaise Alseva Group, important constructeur de panneaux solaires en Pologne. L'activité d'Alseva Group reste toutefois inchangée.



- Eesti Energia et Octopus Renewables ont signé un contrat d'achat d'électricité de 5 ans. A compter de 2022, Eesti Energia achètera l'intégralité de la production du parc éolien finlandais d'Octopus Renewables, soit 1,4 TWh.
- Enefit Green va financer la construction d'une ferme éolienne de 21 MW à Purtse (Viru de l'Est) et d'un parc solaire en de 6 MW à Debnik, en Pologne. Les deux projets sont attendus pour 2023, et devraient respectivement fournir 45 GWh et 6 GWh d'électricité par an.
- En 2021, le soutien d'Elering aux énergies renouvelables s'élevait à 91,4 M€. Pour 2022, Elering prévoit d'apporter un soutien de 90,8 M€ aux énergies renouvelables.
- La commune de Poltsamaa va prochainement publier un appel d'offre pour la réalisation d'études d'impact afin de trouver un site pour construire un parc éolien sur son territoire.
- L'entreprise suédoise Niordr Offshore Wind AB souhaite construire 300 éoliennes offshore dans la mer baltique. Bien que le projet soit situé dans la ZEE de la Suède, un accord du gouvernement estonien est nécessaire dans le cadre de la coopération transfrontalière.

Nucléaire

- Un sondage réalisé par Kantar Emor en janvier 2022 fait état d'un soutien de 68% des sondés au développement de la technologie SMR en Estonie.
- L'entreprise Fermi Energia, grand acteur privé militant pour une industrie nucléaire en Estonie, effectue une seconde levée de fonds, après celle de juillet 2021. Cette seconde levée de fonds va se terminer le 14 février et servira à financer la potentielle construction d'un SMR.
- Le gouvernement estonien a signé un accord de coopération avec les Etats-Unis, dans le cadre du programme FIRST développé par les américains. Les Etats-Unis vont offrir des formations à distance à différents officiels estoniens, afin d'accroître la compétence de ces derniers en matière nucléaire.

Infrastructures

Rail Baltica

- La ville de Tallinn a entamé l'achat des terrains nécessaires à la construction du terminal de Rail Baltica, prévu à Ülemiste. Cet achat est réalisé conjointement par la ville de Tallinn et par le Ministère des Affaires Economiques et va concerner 7 195 m². Il est attendu que le terminal soit terminé en 2026, après des travaux dont le coût est estimé à environ 170 M€.
- La holding RB Rail AS a signé un contrat d'un montant de 32,3 M€ avec le consortium composé de SYSTRA, ITALFERR et EGIS pour l'ingénierie et la supervision des travaux de contrôle et de signalisation de l'ensemble du projet.
- L'Estonie va investir 70 M€ dans le projet Rail Baltica en 2022, dont près de 40 M€ pour la construction d'infrastructures – notamment de ponts, viaducs et écoducs.
- Rail Baltic Estonia OÜ va mener une étude de marché autour du terminal d'Ülemiste, afin de déterminer le niveau d'intérêt des différentes entreprises du secteur. Il s'agit de la dernière étape avant la publication de l'appel d'offre pour la construction du terminal.
- La conception préliminaire du terminal de fret de Pärnu est terminée, ainsi que celle du centre de maintenance également situé à Pärnu. La conception sera affinée jusqu'en 2023, puis des travaux préliminaires auront lieu. Il est attendu que les travaux de construction démarrent en 2026.
- La ville de Tallinn a présenté un projet de ligne de tramway visant à relier le futur terminal de Rail Baltica au vieux port de Tallinn. Les citoyens ont pu faire remonter leurs questions et objections à ce projet.

Transports

Transport en commun et mobilités douces

- La licorne Bolt a réalisé une nouvelle levée de fonds de 628 M€ et est désormais évaluée à 7,4 Md€. Cette levée de fonds doit permettre à Bolt d'étendre ses activités de transport à travers l'Europe.
- Le Parlement estonien discute une proposition visant à limiter la vitesse des scooters électriques à 10 km/h lorsqu'ils circulent sur les voies piétonnes. Actuellement, la limite est fixée à 25 km/h.
- Enefit Volt a déployé 30 stations de chargement pour voitures électriques en Estonie en 2021. Ce déploiement était principalement tourné vers les comtés les moins bien pourvus jusqu'ici.
- La ville de Tallinn a émis un appel d'offres pour 15 bus électriques, ainsi que les infrastructures de chargement nécessaires. Le contrat, d'une valeur de 9,2 M€, devra prévoir une première livraison de bus à l'été 2023.



Ferroviaire

- Le gouvernement a approuvé le plan de développement national du transport ferroviaire d'ici à 2028, totalement indépendant de Rail Baltica. Ce plan prévoit 900 M€ d'investissements afin d'électrifier le réseau ferroviaire et afin de permettre aux trains de circuler jusqu'à 160 km/h. L'achat de six trains d'ici 2024 est acté et le plan prévoit la possibilité d'en acheter 10 supplémentaires d'ici 2028.
- Eesti Raudtee, entreprise publique en charge des chemins de fer en Estonie, a obtenu un financement gouvernemental de 10,6 M€ pour la rénovation de la gare de triage de Tapa – en périphérie de Tallinn. Les travaux seront terminés en août 2024.
- Eesti Raudtee a transporté 12,8 Mt de biens en 2021, soit 11% de plus qu'en 2020. Les principaux biens transportés sont des engrais et des produits chimiques.
- Dans son ensemble, le fret ferroviaire estonien a atteint 23,4 Mt de biens, soit 48% de plus qu'en 2020 et 9,6% de plus qu'en 2019.

Maritime

- L'agence gouvernementale AS Saarte Liinid, en charge de la gestion des ports régionaux et opérant dans 18 ports en Estonie, a enregistré un revenu annuel de 10 M€ en 2021 et a dégagé un profit net de 1,5 M€. L'agence a toutefois fait le choix de remplacer son CEO historique, Villu Vatsfeld (en poste depuis 17 ans), à compter de mars 2022.
- En 2021, les ports estoniens ont vu transiter 39,3 Mt de biens, soit 4,5% de plus qu'en 2020. 26,4 Mt de biens ont été chargées depuis les ports estoniens (+7,5% par rapport à 2020) et 12,9 Mt ont été déchargées dans les ports estoniens (-1,1% par rapport à 2020)
- Entreprise publique réalisant la majeure partie des trajets entre les principales îles estoniennes et le territoire métropolitain, TS Laevad OÜ a transporté 2,2 M de passagers et 1,1 M de véhicules en 2021 (respectivement +12% et +14% par rapport à 2020). Le trafic est revenu à son niveau de 2019. Au cours de l'année, la compagnie a réalisé 21 518 traversées.
- Le prix des billets de ferry reliant le territoire métropolitain aux principales îles estoniennes (Saaremaa et Hiiumaa) a augmenté d'environ 2 € – soit près de 50% de hausse. Cette hausse devrait rapporter près de 1,5 M€ à l'Etat.

Aérien

- Opposé au projet de fusion de la compagnie Nordica avec Regional Jet et Transpordi Varahaldus, les trois compagnies aériennes publiques estoniennes, Erki Urva a démissionné de son poste de CEO de Nordica.
- Air Baltic a transporté 281 000 passagers estoniens en 2021, soit 25% de plus qu'en 2020. Cette hausse s'appuie sur l'ouverture de lignes directes reliant Tallinn à Munich et Tallinn à Munich. En janvier 2022, Air Baltic desservait 14 destinations directement depuis l'aéroport de Tallinn.

Environnement

- L'entreprise Foxway, basée à Tartu et spécialisée dans le recyclage des produits électroniques, a racheté Dansk Computer Center, leader du marché danois. Du fait de l'augmentation attendue de son activité, Foxway va ouvrir une antenne à Tallinn.
- Kristi Klaas, vice-secrétaire générale au ministère de l'Environnement en charge de la stratégie climatique, a été nommée responsable de la mise en œuvre de la transition écologique.
- Le Parlement estonien souhaite renforcer les obligations encadrant la vente de carburants pouvant bénéficier de droits d'accises réduits, Une licence sera désormais nécessaire pour acheter ces carburants, essentiellement destiné aux activités agricoles.
- Le Parlement estonien a rejeté un amendement, soutenu par le gouvernement, qui visait à réduire la distance minimale nécessaire entre la côte et les bâtiments, de 100 m à 20 m. Ce rejet est motivé par le manque d'information sur l'impact environnemental d'une telle réduction.

Fonds européens

- Le 4 février, la Première Ministre Kaja Kallas et ses homologues baltes ont signé une déclaration en faveur des ambitions climatiques de l'Union Européenne.
- Les positions du gouvernement estonien sur le paquet « Fit for 55 » ont obtenu l'approbation du comité des Affaires Européennes du Parlement. Le gouvernement peut désormais entamer des négociations officielles.



- La ville de Tartu a officiellement candidaté au programme « 100 villes neutres pour le climat et intelligentes d'ici à 2030 » développé par la Commission Européenne. Si elle est retenue, la ville obtiendra des fonds afin d'accélérer sa transition écologique et numérique.

Eau

- Tallinna Vesik en charge de du réseau de distribution de l'eau à Tallinn, a dégagé un profit de 20,6 M€ en 2021 – en légère baisse relativement à 2020 (-1,6 M€). Ce profit va financer les investissements prévus par l'entreprise pour (re)construire des canalisations à travers la ville, à hauteur de 25 M€ pour 2022.

Forêts

- L'Estonie est visée par une procédure d'infraction de la Commission Européenne en matière d'exploitation forestière. Il est reproché à l'Estonie de ne pas développer suffisamment les études d'impacts de l'exploitation forestière sur les habitats naturels. En conséquence, l'Estonie a suspendu toutes les activités d'exploitation forestière sur les sites classés Natura 2000, pour une période de 28 mois, afin de réaliser les études nécessaires. 12 000 h sont concernés.
- En 2021, l'agence en charge de la gestion du parc forestier (RMK) a vendu 597 000 m³ de bois à brûler, pour un montant total de 16,2 M€.

© Service Economique Régional, Ambassade de France en Pologne @DGTresor_Poland

Ce document représente une veille effectuée dans les secteurs Energie, Transport, Environnement, Infrastructures, par l'ensemble des services économiques des Etats d'Europe centrale et balte. Toute reproduction, représentation, intégrale ou partielle, par quelque procédé que ce soit, sur quelque support que ce soit, papier ou électronique, effectuée sans l'autorisation écrite expresse du Service Economique Régional de l'Ambassade de France en Pologne, est interdite et constitue un délit de contrefaçon sanctionné par l'article L.335-2 du code de la propriété intellectuelle.

Clause de non-responsabilité

Le Service Economique Régional de Varsovie s'efforce de diffuser des informations exactes et à jour, et corrigera, dans la mesure du possible, les erreurs qui lui seront signalées. Toutefois, il ne peut en aucun cas être tenu responsable de l'utilisation et de l'interprétation de l'information contenue dans cette publication.